

du 19814

Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

**RAPPORT DU COMITE AUDIT
ET REMUNERATIONS**

SOMMAIRE

- **I Budget / Réalisation au 30 juin 2011**
 - Charges / Revenus
 - Commentaires
- **II Exécution Budgétaire 2iE au 30/09/2011 et au 31/12/11**
 - a) Charges sur fonds propres
 - b) Charges sur conventions
 - c) Investissements 2iR réalisés au 30/09/2011
 - d) Investissements 2iE à réaliser avant le 31/12/2011
- **III Budget 2012**
 - a) Budget d'exploitation
 - Commentaires
 - i) Les produits et charges sur budget 2iE
 - ii) Les charges sur conventions
 - iii) Les ressources externes
 - b) Budget d'Investissement
 - i) Les investissements sur ressources externes
 - ii) Les investissements sur fonds propres
- **IV Renforcement du Contrôle Interne et Budgétaire : mesures**
 - a) Mise en exploitation du logiciel budgétaire PHEB
 - b) Révision du Manuel de Procédures
 - c) Mesures prévues en 2012
- **V Hébergements :**
- **VI Divers :**
 - a) Levée de l'immunité de juridiction en faveur de BOA
 - b) Informations complémentaires sur le bilan 2010 demandées par la Trésorerie de France.

I BUDGET / REALISATIONS AU 30/06/2011

Cf. budget / réalisations au 30/06/11 (pièce jointe N° 1)

Commentaires :

Les réalisations au 30/06/2011 laissent apparaître un résultat négatif courant de 165 Mfcfa alors que le budget 2011 fait ressortir un résultat bénéficiaire de 140 MFcfa. Il convient de noter une bonne maîtrise des charges 2, 327 Milliards de Fcfa par rapport au budget de 2,375 milliards de Fcfa soit une réalisation de - 2 %. L'écart provient d'une surévaluation budgétaire des produits : 2,162 Milliards de Fcfa réalisés par rapport à un budget de 2,516 Milliards de Fcfa soit - 14 %.

Les écarts principaux sont explicités ci-dessous.

1) Achats divers prestations et services vendus : 0 - 527.

L'écart est dû à la non budgétisation des dépenses et recettes de la conférence PPP qui s'est déroulée en mars 2011, avec une incidence de 8 Mfcfa.

Recette non budgétisée 30Mfcfa, dépense non budgétisée 38 Mfcfa.

2) Frais de Port, Transit, poste : 6 - 17.

Certains frais de port n'ont pu être pris en charge sur convention car la livraison finale est intervenue après la date de clôture de la convention (Harmattan/ Facilité énergie)

Les frais de port de certains équipements n'ont pu être pris en charge sur des conventions par défaut de procédure de consultation. La mesure à prendre consiste à consulter les fournisseurs en prix rendus à Ouagadougou. La consultation permettra la prise en charge de ces frais sur conventions.

3) Missions, voyages du personnel permanent : 25 - 81
203 - 157

Malgré une sous consommation totale de - 23 %, il convient de remarquer la sous estimation du budget sur fonds propres 2iE. Elle est due à la non fongibilité des dépenses entre 2iE et les conventions. Des mesures ont été prises au 2^{ème} semestre pour réduire cette dépense sur fonds propres, au 30/09/2011 le ratio d'utilisation sur convention est de 50 %.

4) Frais de gouvernance : 47 - 70

Les charges constatées au 30 juin représentent la tenue d'un (1) Conseil d'administration et d'une (1) Assemblée Générale. Il ne reste que le Conseil d'Administration de novembre à tenir.

Mesure à prendre : tenue de certaines réunions de comités par visioconférence afin de limiter les coûts de transport aérien (Comité Stratégique).

5) Entretien, maintenance, Gardiennage : 244.261

L'écart budgétaire de + 7,2 %. L'augmentation des charges est due au besoin impératif de réaliser des travaux d'entretien des locaux. Ce poste est surveillé de près au cours du 2^{ème} semestre, le dépassement budgétaire n'est plus que de 2 % au 30/09/2011.

6) Publicité : 75.85

Le dépassement budgétaire de 10 Mfcfa est dû à des dépenses non lissées sur l'année. L'essentiel de la consommation est réalisé au cours du 1^{er} semestre. Décision est prise de limiter la dépense totale 2011 à 130 Mfcfa alors que le budget initial prévu est de 150 Mfcfa.

7) Doctorants, Vie étudiante : 11.25
16.22

Ces 2 postes ont été sous évalués lors de l'établissement du budget car en 2009 et 2010 ces dépenses étaient essentiellement prises en charge sur convention FSP France (terminée en 2010), DAAD, BAD. En ce qui concerne DAAD nous avons été confrontés à un refus des candidatures présentées, les procédures BAD n'ont pas permis d'imputer les doctorants 2011 sur cette convention.

8) Prestations DFCD (Formation continue) : 100.76

Malgré une sous réalisation au 30/06/2011 (77 Mfcfa sur 100 Mfcfa budgétés), les objectifs 2011 seront atteints. Les contrats actuellement signés permettent d'estimer une réalisation annuelle de 220 Mfcfa contre les 200 Mfcfa budgétés (+ 10%).

9) Scolarité des étudiants DESA : 1,2 - 1,05

Le budget 2011 a été surévalué par erreur de 276,5 Mfcfa en ressources. Cette erreur est due à la surévaluation du prix unitaire de scolarité qui a été retenu, pour calculer les recettes, à 1 728 000 Fcfa / étudiant en moyenne alors qu'il n'a été que de 1 577 500 000 Fcfa en 2010/2011. Cette chute du prix moyen unitaire par étudiant est due à l'augmentation massive au 01/10/2010 d'étudiants L1 (1 200 000 Fcfa).

L'analyse faite à l'issue de la rentrée scolaire du 01/10/2011 permet de vérifier que cette baisse est ponctuelle puisque le prix de facturation moyen par étudiant revient à 1 740 000 Fcfa au 01/10/2011.

Cependant, pour éviter de répéter ce type d'erreur, ce mode de calcul des ressources (prix moyen) a été abandonné pour un calcul précis par flux et catégories d'étudiants. On trouvera en annexe 2 DESA une présentation plus détaillée des flux et des ressources de la scolarité.

entrées	BUDGET 2011 PRESENTE				REALISE 2011			
	EFFECTIF	Prix facturé	Prorata	CA	EFFECTIF	Prix facturé	Prorata	CA
01/10/2010	1 062	1 728 000	0,67	1 229 541 120	1 062	1 577 500	0,67	1 122 454 350
01/01/2011	189	1 728 000	1	326 592 000	189	1 200 000	1	226 800 000
01/10/2011	1 400	1 728 000	0,33	798 336 000	1 300	1 740 000	0,33	746 460 000
01/10/2011					120	130 000 000	0,33	42 900 000
	Frais inscription			70 000 000	Frais inscription			46 000 000
	TOTAL CA			2 424 469 120				2 184 614 350

Au 30 juin 2011 le déficit est de 166 millions FCFA, 1,212 milliards budgétisés contre 1,046 milliards réalisés.

Le respect des effectifs prévisionnels pour la rentrée du 01/10/2011 (1420 réalisés pour 1400 prévus) permet de valoriser le CA scolarité 2011 à 2,184 Milliards de FCFA contre 2,424 Milliards de FCFA budgétisés soit un déficit de ressources de - 239,8 millions FCFA.

10) FOAD (Formation à Distance) 541/418

L'écart constaté entre 541 M de budget et 418 M de réalisé est dû au fait de la comparaison à 50 % avec le budget annuel. En réalité la prévision de CA par semestre est la suivante :

	1 SEM 2011	2 SEM 2011
Rentrée 01/10/2010 650 étudiants	429 511 875	143 170 625
Rentrée 01/07/2011 300 étudiants	0	197 250 000
Rentrée 01/10/2011 700 étudiants	0	303 765 000
	429 511 875	644 185 625

L'écart budgétaire réel du 1^{er} semestre est donc de - 11 Mfcfa. (429 Mfcfa budgétés, 418 Mfcfa réalisés)

Il faut cependant noter que le 2^{ème} semestre 2011 va générer un déficit budgétaire de 132 Mfcfa. En effet si les effectifs budgétés au 01/07/2011 s'avèrent exacts, les effectifs de la rentrée du 01/10/2011 sont de 400 étudiants et non des 700 budgétés.

Le chiffre d'affaire réel 2011 s'élèvera à 936 Mfcfa alors que le budget est de 1,083 Milliards de Fcfa soit un écart budgétaire de - 147 MFcfa.

FOAD	Effectifs etudiants		
	2010	2011	2012
Date de rentrée scolaire			
01/10/2010	620		
01/07/2011		300	
01/10/2011		400	
01/01/2012			150
01/04/2012			150
01/07/2012			500
01/10/2012			700
TOTAL FOAD	620	700	1 500
EFFECTIFS PREVUS AU POS	550	1000	1200
Ecart	70	-300	300

L'écart de 300 apprenants sur 2011 avec le POS sera rattrapé en 2012 par les rentrées de janvier et avril 2012.

(cf. note explicative en annexe 1, page 24)

11) Produits de locations diverses : 115 / 100 -

La baisse d'activité s'explique par l'arrêt des locations de véhicules et de salles du 2iE afin de se recentrer sur notre activité d'enseignement, les 100 Mfcfa réalisés concernent les locations de chambres aux étudiants.

12) Produits sur conventions

Calcul des produits de convention 2011						
CONVENTIONS	Budget 2011	% appliqué	Produits budgétés sur l'année	Produits budgétés au 30/06/2011	Produits 30/06/2011	Produits prévisionnels au 31/12/2011
Facilité Energie UE	0	5%	0	0	0	0
Bio carburant UE	188 000 000	5%	9 400 000	4 700 000	27 316 508	57 033 016
BAD/FAE	227 327 319	60%	Intégré dans DESA	Intégré dans DESA	Intégré dans DESA	Intégré dans DESA
EPFL/ DDC	180 975 000	40%	72 390 000	36 195 000	52 228 694	79 709 440
BAD/CEDEAO	253 000 000	30%	75 900 000	37 950 000	Intégré dans DESA	Intégré dans DESA
Facilité Eau UE	0	5%	0	0	0	0
HED/USAID	140 000 000	50%	70 000 000	35 000 000	5 400 000	18 360 000
Pacer UEMOA	39 449 791	10%	3 944 979	1 972 489	0	0
Flexy Energy (UE)	100 533 568	40%	40 213 427	20 106 713	0	50 284 803
Slar Cup (BM)	42 780 000	40%	17 112 000	8 556 000	7 839 213	17 079 213
Ministère Français de l'immigration	65 655 700	30%	19 696 710	9 848 355	1 750 000	3 500 000
INOVEau (AFD)	6 559 570	50%	3 279 785	2 186 523	0	0
Afromaison(UE)	0	20%	0	0	0	20 085 561
CRDI	171 688 222	20%	34 337 644	17 168 822	3 357 963	0
Programme Water and Food	29 506 575	30%	8 851 973	4 425 986	4 438 695	8 877 390
Coopération Taiwanaise					4 650 000	7 000 000
CRDI 3					0	22 500 000
Info Route					0	10 000 000
JICA					15 650 000	25 650 000
Autres petites conventions					0	10 000 000
TOTAL FCFA	1 445 475 745		355 126 518	178 109 888	122 631 073	330 079 423

Les produits prévisionnels au 31/12/2011 s'élèveront à 330 Mfcfa réduisant ainsi le déficit au 30/06/2011 de 55 Mfcfa à un déficit au 31/12/2011 de 25 Mfcfa.

Il convient de souligner une nouvelle fois la faible rentabilité de l'exécution des conventions 330 Mfcfa pour une activité globale de 1,445 milliards de Fcfa soit 22,9 %, la poursuite de ces activités n'a d'autre but que d'assurer la notoriété de 2iE.

Les produits générés par les conventions BAD sont des frais de scolarité qui sont déjà inclus dans les effectifs et CA de la DESA, pour mémoire ils s'élèvent à :

- BAD/ FAE : 250 Ms en 2011 et 200 Ms en 2012
- BAD/CEDEAO : 93 Ms par an

II EXECUTION BUDGETAIRE AU 30/09/2011 ET AU 31/12/11

a) Charges sur fonds propres

Engagements sur budget 2iE au 30/09/2011						
Rubriques budgétaires	Libellé Budgétaire	Budget annuel 2011	Budget au 30/09/2011 (9/12)	Engagé au 30/09/2011	Ecart engagé-budget	% Ecart
1	Carburant & lubrifiant	34 700 000	26 025 000	27 540 149	1 515 149	6%
2	Achats de consommables	87 500 000	65 625 000	69 795 374	4 170 374	6%
3	Achats ordinateurs étudiants	150 000 000	112 500 000	184 854 925	-75 000 000	20%
4	Electricité, eau, gaz	206 000 000	154 500 000	114 135 621	-40 364 379	-26%
5	Achats prestations DFCD	70 000 000	52 500 000	13 797 887	-38 702 113	-74%
6	Achats prestations FOAD	50 000 000	37 500 000	80 466 576	42 966 576	115%
7	Achats prestations DIME	15 000 000	11 250 000	12 517 619	1 267 619	11%
8	Achat conférence PPP	0	0	34 025 572	34 025 572	
9	Prestations services diverses	12 200 000	9 150 000	14 874 150	5 724 150	63%
11	Missions, voyages person. Permanent	50 000 000	37 500 000	101 227 329	63 727 329	170%
12	Frais de gouvernance (C.A. A.G. comités)	94 000 000	70 500 000	108 596 923	38 096 923	54%
13	Entretien, Maintenance, gardiennage	488 000 000	366 000 000	419 702 634	53 702 634	15%
14	Locations diverses	5 000 000	3 750 000	4 638 148	888 148	24%
15	Assurances	19 000 000	14 250 000	13 217 432	-1 032 568	-7%
16	Assurances des élèves	203 000 000	152 250 000	123 816 892	-28 433 108	-19%
17	Assurances des cadres	32 000 000	24 000 000	28 178 367	4 178 367	17%
18	Publicité	150 000 000	112 500 000	127 107 222	14 607 222	13%
19	Formation, séminaires, documentation	13 000 000	9 750 000	5 330 115	-4 419 885	-45%
20	Frais d'expertise	61 000 000	45 750 000	60 009 651	14 259 651	31%
21	Téléphone, internet	90 000 000	67 500 000	46 634 312	-20 865 688	-31%
22	Autres services extérieurs	113 000 000	84 750 000	89 655 132	4 905 132	6%
23	Frais des doctorants	22 000 000	16 500 000	19 423 086	2 923 086	18%
24	Vie étudiante	33 000 000	24 750 000	31 650 570	6 900 570	28%
25	Impôts et taxes	200 000	150 000	375 728	225 728	150%
26	Frais divers de gestion	74 200 000	55 650 000	16 595 982	-39 054 018	-70%
27	Masse salariale	2 377 000 000	1 782 750 000	1 695 960 636	-86 789 364	-5%
28	Frais de vacances	277 000 000	207 750 000	129 604 414	-78 145 586	-38%
29	Intérêts bancaires	25 000 000	18 750 000	3 232 818	-15 517 182	-83%
64	Charges exceptionnelles	150 000 000	112 500 000	86 568 076	-25 931 924	-23%
	Total	4 901 800 000	3 676 350 000	3 663 533 340	-12 816 660	0%

Les charges restent maîtrisées, l'économie budgétaire de 2 % constatée au 30/06/2011 se réduit à 0 % au 30/09/2011 et se maintiendra au 31/12/2011 (cf. analyse faite avec le budget 2012).

b) Charges sur conventions

BUDGET CONVENTION 30/09/2011						
Rub. budgétaires	Libellé Budgétaire	Budget annuel 2011	Budget 30/09/2011	Engagé Convention	Ecart engagé-budget	% Ecart
1	Carburant & lubrifiant	0	0	907 500	-907 500	
2	Achats de consommables	94 000 000	70 500 000	77 539 593	-7 039 593	10%
3	Achats ordinateurs étudiants	60 000 000	45 000 000	5 670 000	39 330 000	-87%
4	Electricité, eau, gaz	0	0	0	0	
5	Achats prestations DFCD	0	0	100 258 587	-100 258 587	
6	Achats prestations FOAD	48 000 000	36 000 000	9 628 000	26 372 000	-73%
7	Achats prestations DIME	0	0	1 006 820	-1 006 820	
8	Achat conférence PPP	0	0	9 098 450	-9 098 450	
9	Prestations services diverses	57 000 000	42 750 000	15 393 930	27 356 070	-64%
11	Missions, voyages person. Permanent	357 400 000	268 050 000	137 886 687	130 163 313	-49%
12	Frais de gouvernance (C.A. A.G. comités)	0	0	14 257 519	-14 257 519	
13	Entretien, Maintenance, gardiennage	0	0	10 560 607	-10 560 607	
14	Locations diverses	44 000 000	33 000 000	3 716 651	29 283 349	-89%
15	Assurances	0	0	0	0	
16	Assurances des élèves	30 000 000	22 500 000	0	22 500 000	-100%
17	Assurances des cadres	0	0	0	0	
18	Publicité	0	0	46 979 889	-46 979 889	
19	Formation, séminaires, documentation	0	0	22 438 418	-22 438 418	
20	Frais d'expertise	102 900 000	77 175 000	57 053 379	20 121 621	-26%
21	Téléphone, internet	0	0	3 297 013	-3 297 013	
22	Autres services extérieurs	133 000 000	99 750 000	31 467 650	68 282 350	-68%
23	Frais des doctorants	0	0	13 973 333	-13 973 333	
24	Vie étudiante	155 000 000	116 250 000	67 568 653	48 681 347	-42%
25	Impôts et taxes	0	0	0	0	
26	Frais divers de gestion	0	0	0	0	
27	Masse salariale	0	0	143 039 732	-143 039 732	
28	Frais de vacances	0	0	39 611 130	-39 611 130	
29	Intérêts bancaires	6 100 000	4 575 000	0	4 575 000	-100%
64	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	
	Total	1 087 400 000	815 550 000	811 353 541	4 196 459	-1%

Il faut relever une bonne exécution budgétaire qui est globalement conforme aux prévisions (-1 %) malgré la rigidité des financements qui amène à inscrire certaines charges sur budget 2iE.

c) Investissements 2iE réalisés au 30/09/2011

Investissements 2iE		
Rubriques	Budget annuel	Engagé au 30/09/2011
Installations et agencements		79 534 411
Matériel et Mobilier	100 000 000	39 715 438
Matériel et outillage		24 453 269
Matériel et Mobilier pédagogique	50 000 000	60 284 300
Groupes Electrogènes	150 000 000	0
TOTAL	300 000 000	203 987 418

Les investissements ont porté pour l'essentiel sur :

- des petits travaux de réaménagement de locaux (aménagement des laboratoires, réaménagement de la Direction académique, alimentation en eau des nouvelles chambres sur Ouagadougou)
- l'acquisition d'outils et matériels informatiques (logiciel budgétaire PHEB, ARKHE, disques durs)
- l'acquisition de mobilier pour 27 salles de cours, une salle de grande capacité
- l'équipement de 130 chambres de l'immeuble «Ex hôtel Rayis»

d) Investissement 2iE à réaliser avant le 31/12/11

- Investissements démarrés en octobre 2011 : 181 Mfcfa
 - o Rénovation Immeuble BOA : **57 Mfcfa** : Pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants, 2iE a dû acquérir sur fonds propres un immeuble de 130 chambres pouvant satisfaire partiellement le besoin, Les travaux de rénovation s'élèvent à 114 Mfcfa répartis par moitié sur les budgets 2011 et 2012
 - o Surplus groupes électrogènes : **71 Mfcfa** : L'acquisition de 3 groupes électrogènes sur les 2 sites de 2iE a coûté 171 Mfcfa, 2iE a fait financer 100 Mfcfa par la Banque Mondiale sur une ligne initialement prévue pour la sécurité incendie, il reste 71 Mfcfa à financer sur fonds propres.
 - o G2 Conception **53 Mfcfa** : Cette dépense était initialement prévue sur budget FSP terminé en 2010 et doit être supportée sur fonds propres.
- Investissements à effectuer d'ici le 31/12/2011 : 53 Mfcfa
 - o Stores des bâtiments pédagogiques en construction (27 salles de cours + salle de grande capacité) : **32 Mfcfa**
 - o 27 Vidéo projecteurs : **21 Mfcfa.**
- Récapitulatif des Investissements sur fonds propres 2011 :

	Budget 2011 Mfcfa	Réalisation 2011 Mfcfa
Budget adopté par le CA du mois de mars 2011	300	
Arriérés de contribution EIER-ETSHER payées par le TCHAD (à confirmer)	82	
Arriérés de contribution EIER-ETSHER payées par la RCI	50	
Investissements réalisés au 30/09/2011		204
Investissements démarrés en octobre 2011		181
Investissements à réaliser avant le 31/12/2011		53
TOTAL	432	438

Le paiement des arriérés Tchad et RCI permet l'équilibre budgétaire au 31/12/2011, le Comité Audit et Rémunérations propose au CA l'utilisation de ces fonds, destinés à l'investissement.

III BUDGET 2012

a) Budget d'exploitation

Cf. Budget 2012 (pièce jointe 2)

Commentaires sur budget 2012

i) Les produits et charges sur budget 2iE

(1) Carburant : 32 | 66 -

Ce poste a été augmenté de 5% et de 23 Mfcfa pour tenir compte du carburant nécessaire au fonctionnement des 3 nouveaux groupes électrogènes.

Temps de fonctionnement : - 1 groupe à Ouaga 300 h par an

- 2 groupes à Kamboinsé 600 h par an.

Soit 1500 h x 35 litres x 450 Fcfa = 23 Mfcfa.

(2) Ordinateurs étudiants : 0

La subvention France finançait en grande partie l'acquisition des ordinateurs d'étudiants, l'arrêt de cette subvention, fin 2011, ne permet plus l'acquisition de ces équipements. Le service informatique relève aujourd'hui que 203 étudiants ont leur ordinateur personnel sur 922 étudiants ayant droit à un ordinateur financé par 2iE (L2, L3, M1, M2) soit 22 %.

(3) Electricité, eau : 206 | 254

L'augmentation a été calculée en fonction de l'évolution des surfaces de techniques et de bureau, les plus consommatrices en énergie, et des surfaces des chambres étudiantes.

Détermination des surfaces	01/10/2011	31/03/2012	% d'augm / 01/10/2011	31/08/2012	% d'augm / 01/10/2011
Bureau, labo, salles de cours	16 780 m ²	22 450 m ²	33.8 %	26 310 m ²	56.8 %
Chambres étudiants	18 840 m ²	19 840 m ²	5.3 %	19 840 m ²	5.3 %
TOTAL	35 620 m²	42 290 m²	18.7 %	46 150 m²	29.6 %

Consommations en Mfcfa	31/12/2011	01/12 à 03/12	04/12 à 08/12	09/12 à 12/12	Total 2012
Consommation des Bureaux, labos, salles de cours 65 %	134	34	75	69	178
Consommation des chambres : 35 %	72	18	32	26	76
TOTAL	206	52	107	95	254

A 75 / 75

(4) CA et achats DFCD : V 200 / 200

Le budget de Charges et produits 2011 est reconduit en 2012 par mesure de prudence.

(5) CA et achats DIME : A 15 / 15
V 85 / 85

Le budget de Charges et produits 2011 est reconduit en 2012 par mesure de prudence.

(6) CA et achats de prestations de service : A 200 / 180²⁰⁰ Budget A 20
V 131 V 80

Des prestations de services exceptionnelles ont été réalisées en 2011 pour 100 Mfcfa (plates-formes multi fonctionnelles). A ce jour aucune prestation de ce type n'est envisagée, par mesure de prudence le budget normal a été reconduit.

(7) Frais de missions du personnel permanent, frais de gouvernance :

Les réalisations prévues au 31/12/2011 sont reconduites. Des mesures de réunions par vidéoconférence vont être mises en place. Réalisés 2011 / 120 Budget 120

(8) Entretien maintenance gardiennage : 488 / 521 .

L'augmentation de ces postes est liée à l'augmentation des surfaces :

Entretien en Mfcfa	31/12/2011	01/12 à 03/12	% augm	04/12 à 08/12	% augm	09/12 à 12/12	Total 2012
Entretien des bureaux, labos, salles de cours	72	18	33.8 %	40	56.8 %	38	96
Entretien des chambres	300	75	5.3 %	132	5.3 %	105	312
TOTAL	372	93		172		143	408

(9) Primes d'assurances multirisque Bâtiments et RC :

Ces primes sont en cours de renégociation. Les propositions actuelles permettent d'envisager une augmentation de ce poste de 13 Mfcfa à 17 Mfcfa pour 2012 ; cette augmentation n'est pas proportionnelle aux surfaces bâties puisque les capitaux garantis sont limités.

(10) Primes d'assurances des élèves :

Cette prime est proportionnelle au nombre d'étudiants présents, il faut noter un coût par étudiant de 145 500 Fcfa contre 161 500 Fcfa en 2011.

en 2012
~~(11)~~ Publicité : 130 000 000

Ce poste est maintenu au niveau des réalisations 2011

(12) Formation, séminaires, documentation : 300 000 000

Ces dépenses sont identiques à 2011 sur budget 2iE, il faut noter une bonne prise en charge sur conventions 109 Mfcfa.

(13) Frais d'expertise : 60 000 000

Cette ligne est maintenue au niveau de 2011. Les frais d'experts relatifs aux audits et rédaction des manuels de procédure sont inscrits sur la ligne charges exceptionnelles.

(14) Masse salariale : Réal. 2011 2,322 000 000 Budget 2012 2,580 000 000

Il est prévu le recrutement de 9 enseignants chercheurs au 01/01/2012 et de 5 à effet du 01/07/12, ils sont budgétés pour 1,5 millions FCFA par mois (charges sociales incluses) soit 220 millions FCFA billets congé inclus.

(15) Frais de vacation : Réal. 180 000 000 Budget 205 000 000

L'augmentation de ce poste de 24 Mfcfa, soit 13.2 % est proportionnelle à l'accroissement des effectifs étudiants.

(16) Intérêts bancaires :

Ils passent de 23 Mfcfa à 47 Mfcfa pour tenir compte des intérêts intercalaires dus en 2012 sur le prêt AFD.

(17) Scolarité des étudiants DESA :

Le budget 2012 est fixé à 2,712 Milliards de FCFA. (Selon détail fourni en annexe 2, page 25)

(18) Scolarité des étudiants FOAD :

Le budget 2012 est fixé à 1,577 milliard FCFA, pour 1 500 étudiants, y compris les 300 étudiants différés de 2011 à 2012. (Selon détail fourni en annexe 3, page 26)

Le prix de facturation unitaire par étudiant, en 2010/2011, s'élève à 1 402 370 Fcfa, il tient compte des abandons et de la facturation des reprises de crédit.

Par mesure de prudence il a été maintenu au prix de facturation de base 1 315 000 Fcfa (2 000 €) dans le budget 2012.

Les frais de vacation correspondant à ce C.A. s'élèvent à 200 Mfcfa dans le budget 2012 contre 115 Mfcfa en 2011, soit une augmentation de 74 % alors que les effectifs passent de 700 à 1500 étudiants.

(19) Produits de locations :

Le budget 2012 est de 272 Mfcfa et tient compte de l'accroissement du parc immobilier au 01/01/2012 (+ 130 Lits de immeuble RAYIS)

(20) Produits des conventions : EVA

On appelle par produit la prise en charge d'une partie des frais généraux de 2iE (exemple, masse salariale, électricité, eau et gaz...) sur les conventions. L'analyse minutieuse faite pour chaque convention génère un taux de refacturation appliqué sur le montant annuel de la convention hors investissement.

Les produits des conventions BAD sont déjà intégrés dans les revenus DESA sous la forme de frais de scolarité.

(BAD CEDEAO : 142 000 euros et BAD FAE : 298 000 euros)

Il en est de même pour le Ministère français de l'Immigration finançant 550 000 euros de frais de scolarité sur 3 ans.

Calcul des produits de convention 2012			
CONVENTIONS	Budget 2012	Produits budgétés sur l'année	% appliqué
Bio carburant UE	188 000 000	57 000 000	30%
BAD/FAE	54 000 000	Intégré dans DESA	60%
BAD/CEDEAO	203 656 000	Intégré dans DESA	0%
HED/USAID	140 000 000	7 000 000	5%
Flexy Energy (UE)	115 241 000	23 048 200	20%
Solar Cup (BM)	30 000 000	9 000 000	30%
Ministère Français de l'immigration	183 000 euros intégrés dans DESA		
Ministère Français de l'immigration	65 595 700	3 279 785	5%
INOV'Eau (AFD)	15 000 000	0	0%
Afromaison(UE)	15 000 000	750 000	5%
PIMASO	300 000 000	0	0%
EPFL/ DDC(nouveau)	100 000 000	25 000 000	25%
Programme Water and Food	27 500 000	8 250 000	30%
ACBF	116 250 000	5 812 500	5%
Ministère Français de l'immigration Energie	17 710 000	0	0%
PACER UEMOA	15 300 000	0	0%
CRDI 3	180 000 000	27 000 000	15%
TOTAL FCFA	1 583 252 700	166 140 485	
TOTAL Euros	2 413 653	253 280	

(21) Charges exceptionnelles : 1209.

- 20 Mfcfa pour la réalisation de l'Audit juridique de bonne gouvernance.
- 50 Mfcfa pour les 2 missions de rédaction des manuels de procédure.
- 50 Mfcfa divers et imprévus

TABEAU DE REPARTITION DES CHARGES/CONVENTION

Charges	Biocarburant	BAD/FAE	EPFL/JDC	BAD/CEDEAO	Pimaso	ACBF	Afromaison	Min. de l'Imm/Franç e	Solar Cup/ Banque Mond.	Flexy Energy	Water and Food	INOVEAU	CRDI 3	Immigration Energie	Pacer UEMOA	HED/USAID	TOTAL
1 Carburant & lubrifiant	4 000 000	0	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000
2 Achats de consommables	30 000 000	0	15 000 000	20 000 000	0	30 000 000	5 000 000	8 000 000	2 000 000	15 000 000	9 000 000	0	44 951 440	0	0	20 000 000	198 951 440
3 Achats ordinateurs étudiants	0	6 566 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 566 000
4 Electricité, eau, gaz	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5 Achats prestations DFCD	0	0	0	0	0	10 000 000	0	2 550 000	0	0	0	0	0	0	0	0	12 550 000
6 Achats prestations FOAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7 Achats prestations DIME	0	0	0	35 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 000 000
8 Achat prestation convention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9 Prestations services diverses	0	0	5 000 000	15 000 000	0	16 250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 250 000
11 Missions, voyages person. Permanent	15 000 000	9 900 000	10 000 000	40 000 000	60 000 000	5 000 000	0	30 000 000	10 000 000	16 500 000	3 000 000	5 000 000	14 184 000	10 000 000	2 000 000	30 000 000	260 584 000
12 Frais de gouvernance (C.A. A.G. comité)	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000 000
13 Entretien Maintenance, gardiennage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000 000	0	0	0	0	0	0	4 000 000
14 Locations diverses	13 500 000	0	0	6 000 000	0	5 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 500 000
15 Assurances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 Assurances des élèves	0	22 007 300	0	0	30 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 007 300
17 Assurances des cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18 Publicité	13 500 000	9 894 000	0	5 500 000	0	20 000 000	0	900 000	0	4 000 000	2 050 000	0	0	0	0	10 000 000	65 844 000
19 Formation, séminaires, documentation	20 000 000	0	25 000 000	15 000 000	30 000 000	10 000 000	0	4 000 000	0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	109 000 000
20 Frais d'expertise	15 000 000	0	0	12 000 000	0	15 000 000	8 250 000	0	0	18 000 000	0	0	24 549 560	0	0	0	92 799 560
21 Téléphone, internet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 750 000	0	0	0	0	0	0	2 750 000
22 Autres services extérieurs	20 000 000	0	5 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 000 000
23 Frais des doctorants	0	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	5 200 000	5 000 000	32 000 000	0	0	73 000 000	125 200 000
24 Vie étudiante	0	5 527 000	5 000 000	25 000 000	180 000 000	5 000 000	0	0	0	0	0	0	7 272 000	0	0	0	227 799 000
25 Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Frais divers de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Masse salariale	57 000 000	0	25 000 000	0	0	750 000	10 000 000	18 000 000	0	55 000 000	8 250 000	0	57 043 000	7 710 000	0	7 000 000	245 753 000
28 Frais de vacations	0	0	0	0	0	0	10 500 000	0	0	0	0	0	0	0	13 300 000	0	23 800 000
29 Intérêts bancaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
64 Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	188 000 000	53 894 300	100 000 000	203 500 000	300 000 000	116 250 000	65 950 000	115 250 000	30 000 000	171 000 000	27 500 000	15 000 000	180 000 000	17 710 000	15 300 000	140 000 000	1 583 354 300

iii) Ressources externes 2012

RESSOURCES EXTERNES 2009-2013 (Hors investissements)					
CONVENTIONS	2009	2010	2011	2012	2013
Conventions terminées					
FSP/France	1 410 000	700 000			
Facilité Eau	772 000	300 000	150 000		
Conventions en cours					
SUBVENTION France	1 000 000	390 000	450 000		
FACILITE ENERGIE UE	580 000	150 000	220 000		
BIO CARBURANT UE		393 000	306 000	286 500	352 354
BAD/Facilité Africaine de l'Eau	320 000	500 000	580 000	82 000	100 000
EPFL/DDC	520 000	520 000	520 000		
BAD/CEDEAO		60 000	440 000	310 470	194 000
Ministère Français de l'immigration			100 000	100 000	100 000
HED/USAID			226 000	213 430	
Ministère Français de l'immigration(Bourses étudiants)			Pour mémoire 550 000 euros sur trois ans (Frais de scolarité intégrés aux revenus 2iE)		
INNOV Eau			22 500	22 870	22 870
FACILITE ENERGIE UE(FLEXY ENERGY)			453 000	175 700	200 000
CRDI3			131 000	274 400	469 000
AFROMAISON			25 000	22 870	25 000
WATER AND FOOD			43 000	41 900	37 000
PACER Uemoa			46 750	23 324	
Solar Cup (Banque Mondiale)			61 000	45 730	
Conventions à venir					
PIMASO				458 000	645 000
EPFL/DDC				152 500	678 000
Ministère Français de l'immigration(Energie)				27 000	27 000
ACBF				177 000	648 000
TOTAL /ANNEE Euros	4 602 000	3 013 000	3 063 500	2 413 694	3 471 224
TOTAL /ANNEE FCFA	3 018 714 114	1 976 398 441	2 009 524 270	1 583 279 475	2 276 973 681

Commentaires :

Le faible niveau des financements extérieurs en 2012 s'explique par :

- L'arrêt de la Subvention France en 2011 (450 000 € soit 295 Mfcfa),
- L'arrêt des financements de l'Union Européenne (Facilité Eau et Energie),
- L'arrêt du financement Suisse (EPFL/DDC).

2012 marque, en cours d'année le démarrage de 4 nouveaux financements à moyen et long terme :

- ACBF : 3 Millions USD sur 4 ans
- DDC : 10 Millions Fchf sur 10 ans
- PIMASO (UE) : 2,3 Millions € sur 4 ans
- USAID/HED : 600 mille USD sur 2 ans, et un engagement probable sur 10 ans dont le montant n'est pas encore défini.

Il est à noter cependant que la contribution aux ressources de 2iE est minime : 166 Mfcfa par rapport à 355 Mfcfa en 2011, cette contribution représente 3 % des ressources totales 2iE

b) Budget d'investissement 2012

i) Investissements sur ressources externes

Désignation	Source finan.	BUDGET TOTAL	BUDGET 2011		BUDGET 2012	Commentaires
			01/01/2011	30/06/2011		
CONSULTANTS						
Bureau d'ingénierie pour le contrôle des travaux	AFD/BM	272 258 233	196 870 761	68 547 506	143 326 604	53 544 157
Bureau d'ingénierie pour le plan de rénovation des locaux	BM	26 343 200	26 343 200	26 343 200	26 343 200	0
SOUS-TOTAL Fcfa		298 601 433	223 213 961	94 890 706	169 669 804	53 544 157
SOUS-TOTAL Pourcentage		100%	75%	32%	57%	18%
INFRASTRUCTURES						
Kamboinsé (bâtiments pédagogiques et laboratoires, centre de documentation et laboratoire de langue, complexe pédagogique phase 1 kamboinsé, clôture partielle du site, salle de grande capacité, salle de sport)	AFD/BM	1 085 949 337	868 759 470	284 512 669	703 960 377	164 799 093
Construction de nouvelles infrastructures à Ouagadougou (bâtiments pédagogiques et complexe scientifique)	AFD/BM	2 141 454 256	1 713 163 405	428 290 851	1 616 806 107	96 357 298
Construction de nouvelles infrastructures (foyers étudiants, terrains de sport, restaurant universitaire Ouagadougou, passerelle Kamboinsé, salles de conférence, complexe pédagogique phase 1 kamboinsé)	BAD	930 000 000	930 000 000	0	186 000 000	744 000 000
Construction de nouvelles infrastructures (mur de clôture salle de sport et VRD phase 2 kamboinsé)	BAD	570 000 000	570 000 000	0	0	570 000 000
Rénovation des locaux existants	BM	508 000 000	508 000 000	0	101 600 000	406 400 000
Aménagement des espaces extérieurs à Ouagadougou	AFD	54 367 017	54 367 017	0	54 367 017	0
SOUS-TOTAL Montant		5 289 770 610	4 644 289 892	712 803 520	2 662 733 501	1 981 556 391
SOUS-TOTAL Pourcentage		100%	88%	13%	50%	37%
EQUIPEMENTS						
Mobilier de bureau	BAD	71 000 000	71 000 000	0	0	71 000 000
Equipements Informatiques	BAD	103 000 000	103 000 000	0	0	103 000 000
Equipements spécialisés	BAD	30 000 000	30 000 000	0	0	30 000 000
Equipements de laboratoires	BAD	330 000 000	330 000 000	0	0	330 000 000
Mobilier scientifique	AFD	251 000 000	251 000 000	0	0	251 000 000
Mobilier bureau + équipement salle de sport	BM	169 000 000	169 000 000	0	0	169 000 000
Groupes électrogènes	BM	100 000 000	100 000 000	57 000 000	100 000 000	0
Equipements solaires+serveurs+logiciel	Solar Cup	132 525 000	132 525 000	0	132 525 000	0
Station météo complète+Banc de vieillissement PV et cablage+Serveur Dédié centralisé	Flexy Energy	791 084 142	791 084 142	0	0	791 084 142
Equipement (Véhicule 4x4, Station météo complète, Pluviomètres automatiques)	CRDI	35 492 000	35 492 000	14 000 000	14 000 000	21 492 000
Equipement et Aménagement des locaux	AFD Inoveau	320 000 000	320 000 000	0	0	320 000 000
SOUS-TOTAL Fcfa		2 333 101 142	2 333 101 142	71 000 000	246 525 000	2 086 576 142
SOUS-TOTAL Pourcentage		100%	100%	3%	11%	89%
GRANDS TOTAUX						
TOTAL BUDGET INVESTISSEMENT Fcfa		7 921 473 185	3 078 928 305	878 694 226	3 078 928 305	4 121 676 690
TOTAL Pourcentage		100,00%	39%	11%	39%	52%
TOTAL BUDGET INVESTISSEMENT euros		12 076 208	4 693 796	1 339 561	4 693 796	6 283 456

ii) Investissements sur fonds propres

Investissements 2iE 2012 (Programme prévisionnel)

D
E
L
I
N
D
I
S
P
E
N
S
A
B
L
E
A
U
M
O
I
N
S
U
R
G
E
N
T



2iE	Autres	Remarques
Niveau 0: 100 Ms		
100 Ms		Finition des bâtiments Fadoul: Travaux supplémentaires dûs à des modifications ultérieures au contrat
Niveau 1: 120 Ms		
30 Ms		Rénovation des blocs laboratoires à Kamboincé
25 Ms		Rénovation des locaux en terre
25 Ms		Climatisation des 27 nouvelles salles de cours et salle de grande capacité
	45 Ms	Prorogation du contrat STUDI pour suivi des travaux en retard; négociation avec la BAD en cours. Attente de la décision au plus tard le 30/03/2012
Niveau 2: 140 Ms		
100 Ms		Poste de livraison Ouagadougou et câblage. Non nécessaire si la réponse de la SONABEL est positive pour l'installation d'un poste de transformation en bordure du canal. Réponse attendue d'ici fin Novembre
40 Ms		Câblage de nouvelles infrastructures sur Kamboincé K2 au cas où la phase des travaux de la BAD n'aurait pas commencé avant Mars 2012
Niveau 3: 75 Ms		
	75 Ms	Station d'épuration des eaux à Kamboincé (Mosaïque hiérarchisée): à intégrer dans le nouveau projet Banque Mondiale. Attente de la décision au plus tard le 31/01/2012
TOTAL 2iE : 320 MS		
TOTAL Autres : 120 MS		
TOTAL GENERAL : 440 MS		

IV RENFORCEMENT DU CONTROLE INTERNE ET BUDGETAIRE, MESURES :

a) Mise en exploitation du logiciel budgétaire PHEB

LOGICIEL BUDGETAIRE PHEB SAGE

POINT SUR MISE EN ŒUVRE
25/10/2011

ETAT DE MISE EN OEUVRE

- ▶ Paramétrages du logiciel effectués
 - ▶ Listes des conventions
 - ▶ Caractéristiques particulières de chaque convention (période, lignes budgétaires)
 - ▶ Codification
 - ▶ Lignes budgétaires
- ▶ Installation du logiciel réalisée
 - ▶ Migration vers SQL
 - ▶ Interface avec Sage 100 comptabilité
- ▶ Formation de l'équipe de projet en cours
- ▶ Formation des utilisateurs et opérationnalisation du dispositif
 - ▶ 10 Novembre 2011

NECESSITE

- ▶ **Sécurité:**
 - ▶ Le volume des activités rend très fragile le système actuel basé sur l'exploitation d'une feuille EXCEL : contrôles des accès et de manipulation des données mal aisés
 - ▶ Traçabilité
- ▶ **Productivité :**
 - ▶ Saisie et traitement des engagements fastidieux
 - ▶ Cohérence avec la comptabilité obtenue au prix de longues séances de travail
- ▶ **Efficacité:**
 - ▶ Suivi quotidien très difficile
 - ▶ Exigence de gestion budgétaire en temps réel

PROCESSUS

- ▶ **Cahier de charges**
 - ▶ Elaboration des besoins en matière de logiciel de gestion budgétaire basé sur les meilleures pratiques en la matière
 - ▶ Echanges au sein des directions chargés des finances, comptabilité et du budget pour s'assurer de l'intégration des outils du système d'information
- ▶ **Choix d'un cabinet**
 - ▶ Djago International déjà prestataire de 2iE en comptabilité (Logiciel SAGE Compta)
 - ▶ Création d'une équipe projet DJAGO International 2iE
- ▶ **Discussions approfondies avec cabinet sur les besoins**
 - ▶ Précisions sur les spécificités des besoins de 2iE par rapport aux fonctionnalités standard du logiciel
- ▶ **Acquisition du logiciel**

b) Révision du Manuel de Procédures

Le manuel de procédures actuellement en cours d'utilisation (date de Juin 2008). Il convient dans l'esprit de bonne gouvernance de le revoir en profondeur. Le Comité Audit et rémunérations vous soumet pour décision le projet de modifications à apporter.

PROCEDURES	MODIFICATIONS
Préambule	Faire référence à la Charte d'Ethique de 2iE adoptée au Conseil d'Administration du 24 mars 2011
Cycle d'Engagement et de Règlement des Dépenses	Adapter la procédure au traitement des engagements par le nouveau logiciel de gestion budgétaire PHEB
Factures Fournisseurs	Adapter la procédure au traitement des factures par le nouveau logiciel de gestion budgétaire PHEB
Suivi des Commandes et réception des marchandises	Adapter la procédure au traitement des factures par le nouveau logiciel de gestion budgétaire PHEB
Perdiems et Frais de Mission	Actualiser le barème suivant la note de service 51/2009
Règlement des Dépenses	Modification des différents seuils de paiement par caisse
	Signature conjointe sur « échancier de paiement » par deux personnes désignées.
Caisse- Principes et fonctionnement	Etablissement d'un seuil de détention d'encaisse quotidien maximum de 3.000.000 FCFA
Procédures d'achat et d'Appel d'Offres	Introduire l'établissement d'un contrat pour tous les marchés supérieurs à 1.000.000FCFA
	Introduire une clause sur la RSE dans les contrats avec les fournisseurs
	Préciser les conditions de nomination et de fonctionnement de la commission des marchés
	Préciser les conditions d'autorisation de participation aux appels d'offre par voie électronique

c) Mesures prévues en 2012

Prendre les dispositions pratiques pour procéder en 2012 à la rédaction des parties manquantes du manuel :

- a. Cartographie des risques et procédures comptables et budgétaires en priorité (1^{er} semestre 2012)
- b. Procédures de gestion du personnel, des stocks, et informatiques (2^{ème} semestre 2012)

Le Comité Audit et Rémunération a pris conscience de l'étendue des travaux et a recommandé de faire appel à des ressources externes, 50 Mfcfa ont été budgétés en charges exceptionnelles.

V HEBERGEMENTS

Cf. présentation PowerPoint.

VI DIVERS

a. Levée de l'immunité de juridiction en faveur de BOA

Le Comité Audit et Rémunération a pris bonne note de la demande de levée de l'immunité de juridiction relative aux garanties hypothécaires offertes par 2iE à la BOA. Suite aux précisions apportées par le Directeur Général qui a rappelé que la même levée a déjà été prononcée en faveur de l'AFD, le Comité vous propose d'autoriser le Directeur Général à procéder à cette main levée.

b. Informations complémentaires sur le bilan 2010 demandées par la Trésorerie de France

Suite à la demande de la Trésorerie Générale de France relative à la communication par 2iE de la rémunération des Dirigeants, Le Comité Audit et Rémunération, après avoir pris avis de Me SAGNON sur la légalité d'une telle demande, a autorisé le Directeur Général à fournir les informations demandées. Monsieur Nicolas LECRIVAIN, Administrateur, représentant l'Ambassade de France a donné toute assurance quand au respect de la confidentialité qui s'attache au traitement d'un dossier de cette nature.

Le Directeur Général lui a remis, en mains propres, le livre de paie 2010 de l'ensemble des membres de la direction générale et des cadres expatriés.

Depuis cette remise le blocage du versement de la Subvention Française a été levé.

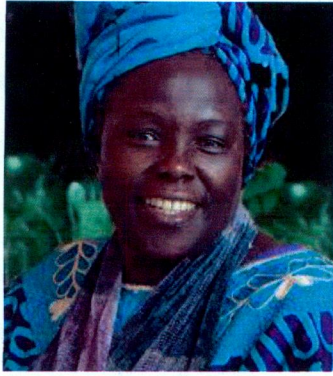
Pièces jointes :

1- Budget / réalisations au 30/06/11

2- Budget 2012

Annexe 1 FOAD

Constats	Mesures prises et envisagées
<p>Réduction du nombre d'allocations d'études accordé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (contraintes budgétaires de l'AUF annoncées en 2011 : 40 allocations accordées pour les nouvelles formations contre 140 allocations attendues soit 10 allocations par formation à distance proposée sous le label AUF ; ce qui correspond à une réduction potentielle de 100 apprenants sur les inscrits 2011-2012)</p>	<p><u>Mesures prises :</u> Mise en place de partenariats avec les établissements bancaires pour le financement des formations.</p> <p><u>Mesures envisagées :</u> Accroître le partenariat avec les établissements bancaires.</p>
<p>Concurrence accrue au niveau de l'offre de formation à distance : exemples Universités de Douala et de Ouagadougou ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Licence Pro Management des Organisations (800 Euros pour UEMOA – 1 200 pour autres); Licence Pro Eau et Assainissement (1 200 Euros) - Master Pro Génie de l'environnement, Master Pro SIG, Master Pro Qualité, Sécurité Environnement (1 200 Euros) 	<p><u>Mesures prises :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Instauration de l'Inscription permanente - Offre multi rentrées (janvier, juillet, octobre) <p><u>Mesures envisagées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Rénovation de l'offre de formation diplômante - Offre Certifiante (C2i...) - Offre Prépa 2iE (Bachelor)
<p>Contraintes relatives aux déplacements des Apprenants dans les Centres de regroupement pour les Travaux Pratiques pour les formations dans les domaines du Génie Civil, de l'Eau et de l'Energie (les centres opérationnels sont ceux de Ouagadougou-2iE et de Yaoundé-Cameroun)</p> <p>Contraintes relatives à l'absence de Campus Numériques Francophones (Centres d'examens) dans certains pays à forte potentialité d'Apprenants (Djibouti, Rwanda)</p>	<p><u>Mesures prises :</u> Echanges en cours avec certains établissements et organismes pour la mise en place de Centres de regroupement pour les Travaux Pratiques et de Centres d'examen</p> <p><u>Mesures envisagées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de partenariats pour les Centres de regroupement pour Travaux Pratiques à Brazzaville, Cotonou et Ndjamena (Centres à forte concentration d'Apprenants). - Mise en place de partenariats pour les Centres d'examens à Djibouti et au Rwanda



QUI ETAIT MME WANGARI MAATHAI ?

(1er avril 1940 – 25 septembre 2011)

Née au Kenya en 1940, Wangari Maathai poursuit son éducation aux États-Unis et obtient **un baccalauréat en biologie en 1964, devenant la toute première femme d'Afrique de l'Est à obtenir cette distinction.**

En 1971, elle obtient son doctorat et devient doyenne de la faculté à l'Université de Nairobi

Dotée d'une personnalité de battante, Wangari Maathai a toujours milité pour les causes qui lui tiennent à cœur, comme l'environnement et les droits des femmes.

En 1977, elle fonde le Mouvement de la ceinture verte, un projet de plantation d'arbres créant des emplois pour les femmes kenyanes.

Cette ceinture a pour effet de combattre l'érosion des sols cultivables et donc de permettre une plus grande agriculture au pays ainsi que d'assurer la continuité de la forêt tropicale kenyane. **Plus de 30 000 000 d'arbres** ont été plantés et le mouvement est en plein essor. De plus, plusieurs communautés kenyanes, hommes et femmes, participent activement au reboisement du Kenya et à l'offensive contre le Sahel

Le mouvement de la Ceinture Verte et Wangari Maathai ont déjà accomplis plusieurs projets depuis la création du mouvement. Dans les années 1980, on établit 2000 ceintures vertes publiques qui ont plus de 1000 arbres chacune. Ces ceintures assurent leur continuité par la reproduction normale et l'aide des populations locales. Au milieu des années 1980, **le Pan-African Green Belt Network est adopté au Kenya**, suivent la Tanzanie, le Lesotho, l'Ouganda, le Malawi, le Zimbabwe, etc.

En 1988, une des plus grandes victoires de Maathai fut **son opposition, couronnée de succès, à la construction du plus grand building d'Afrique dans Uhuru Park à Nairobi.**

En 1997, **Wangari pose sa candidature à la présidence du Kenya** durant des élections marquées par des violences ethniques. Toutefois, son propre parti retire sa candidature sans même l'aviser avant. Sous la présidence de Daniel Arap Moi, elle fut **emprisonnée et battue plusieurs fois** pour ses demandes d'élections multipartites, la fin de la corruption et la fin de la politique tribale.

Elle est **ministre-adjoint de l'Environnement, des Ressources naturelles et de la faune sauvage**, sous la présidence de Mwai Kibaki, qui a battu Arap Moi aux dernières élections.

Depuis 2003, Wangari Maathai a un **siège au parlement kenyan** au sein de son parti, le parti vert Mazingira.

Toutefois, le point culminant de sa carrière de militante écologiste et politique survient en 2004, année où celle que l'on surnomme la « femme des arbres » remporte le **Prix Nobel de la paix** pour sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix.

En 2007, le **projet de support de un milliard d'arbres plantés est mis en branle**. De plus, en 2007 le mouvement de la Ceinture Verte a endossé la **Forest Now Declaration**, projet qui a pour but d'accommoder l'économie africaine avec la conservation de la forêt tropicale d'Afrique.

« Maathai s'est tenu courageusement contre l'ancien régime oppressant au Kenya. Ses formes uniques d'actions ont contribuées à la prise de conscience face à ces fléaux, nationaux et internationaux. Elle a servi d'inspiration pour plusieurs dans la bataille pour la démocratie dans le monde entier. De plus, elle a spécialement encouragé les femmes à se battre pour améliorer leurs conditions de vie dans plusieurs régions du monde. »

Wangari Maathai est **décédée le 25 septembre 2011** à l'âge de 71 ans.



QUI ETAIT MME WANGARI MAATHAI ?

(1er avril 1940 – 25 septembre 2011)

Née au Kenya en 1940, Wangari Maathai poursuit son éducation aux États-Unis et obtient **un baccalauréat en biologie en 1964, devenant la toute première femme d'Afrique de l'Est à obtenir cette distinction.**

En 1971, elle obtient son doctorat et devient doyenne de la faculté à l'Université de Nairobi

Dotée d'une personnalité de battante, Wangari Maathai a toujours milité pour les causes qui lui tiennent à cœur, comme l'environnement et les droits des femmes.

En 1977, elle fonde le Mouvement de la ceinture verte, un projet de plantation d'arbres créant des emplois pour les femmes kenyanes.

Cette ceinture a pour effet de combattre l'érosion des sols cultivables et donc de permettre une plus grande agriculture au pays ainsi que d'assurer la continuité de la forêt tropicale kenyane. **Plus de 30 000 000 d'arbres** ont été plantés et le mouvement est en plein essor. De plus, plusieurs communautés kenyanes, hommes et femmes, participent activement au reboisement du Kenya et à l'offensive contre le Sahel

Le mouvement de la Ceinture Verte et Wangari Maathai ont déjà accompli plusieurs projets depuis la création du mouvement. Dans les années 1980, on établit 2000 ceintures vertes publiques qui ont plus de 1000 arbres chacune. Ces ceintures assurent leur continuité par la reproduction normale et l'aide des populations locales. Au milieu des années 1980, **le Pan-African Green Belt Network est adopté au Kenya**, suivent la Tanzanie, le Lesotho, l'Ouganda, le Malawi, le Zimbabwe, etc.

En 1988, une des plus grandes victoires de Maathai fut **son opposition, couronnée de succès, à la construction du plus grand building d'Afrique dans Uhuru Park à Nairobi.**

En 1997, **Wangari pose sa candidature à la présidence du Kenya** durant des élections marquées par des violences ethniques. Toutefois, son propre parti retire sa candidature sans même l'aviser avant. Sous la présidence de Daniel Arap Moi, elle fut **emprisonnée et battue plusieurs fois** pour ses demandes d'élections multipartites, la fin de la corruption et la fin de la politique tribale.

Elle est **ministre-adjoint de l'Environnement, des Ressources naturelles et de la faune sauvage**, sous la présidence de Mwai Kibaki, qui a battu Arap Moi aux dernières élections.

Depuis 2003, Wangari Maathai a un **siège au parlement kenyan** au sein de son parti, le parti vert Mazingira.

Toutefois, le point culminant de sa carrière de militante écologiste et politique survient en 2004, année où celle que l'on surnomme la « femme des arbres » remporte le **Prix Nobel de la paix** pour sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix.

En 2007, le **projet de support de un milliard d'arbres plantés est mis en branle**. De plus, en 2007 le mouvement de la Ceinture Verte a endossé la **Forest Now Declaration**, projet qui a pour but d'accommoder l'économie africaine avec la conservation de la forêt tropicale d'Afrique.

« Maathai s'est tenu courageusement contre l'ancien régime oppressant au Kenya. Ses formes uniques d'actions ont contribuées à la prise de conscience face à ces fléaux, nationaux et internationaux. Elle a servi d'inspiration pour plusieurs dans la bataille pour la démocratie dans le monde entier. De plus, elle a spécialement encouragé les femmes à se battre pour améliorer leurs conditions de vie dans plusieurs régions du monde. »

Wangari Maathai est **décédée le 25 septembre 2011** à l'âge de 71 ans.

no 12814

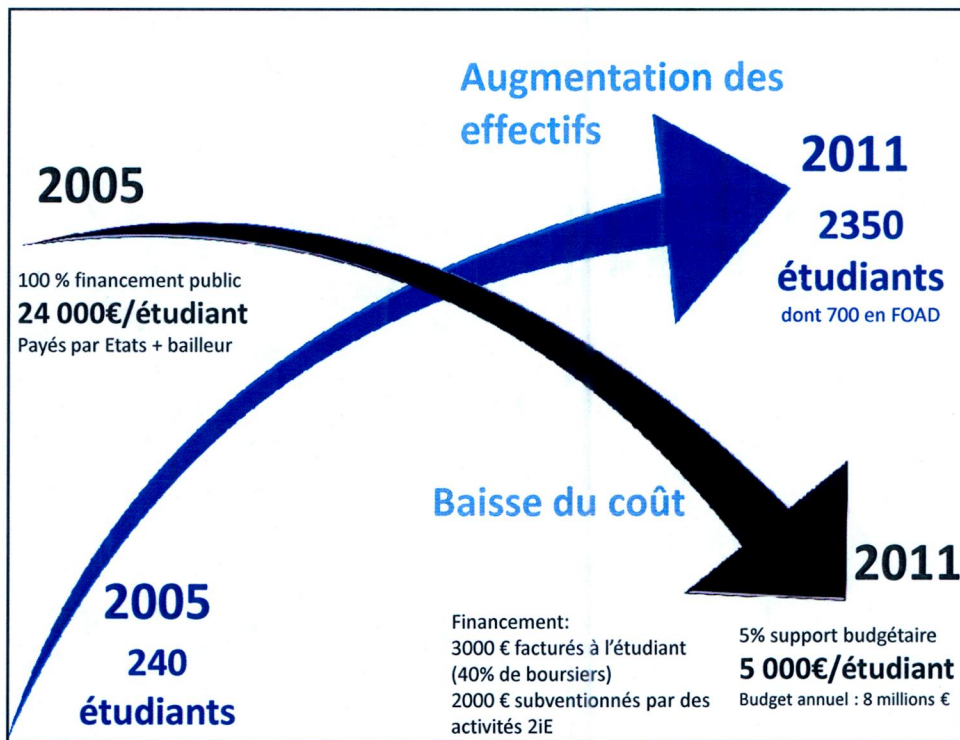
11/16/2011

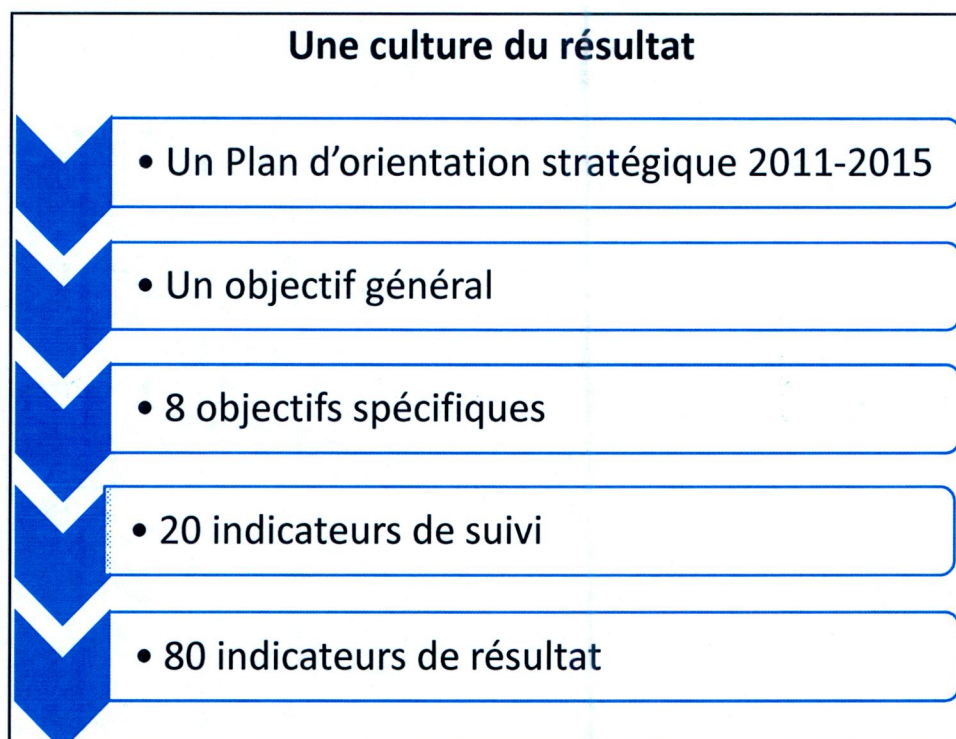


ZiE Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
International Institute for Water and Environmental Engineering
Fondation ZiE

Conseil d'Administration de la Fondation ZiE
Kamboinsé, le 18 novembre 2011

ZiE :
**Un centre d'excellence africain
qui produit des résultats**





Des formations en présentiel et à distance certifiées

ISO 9001

Bachelor

- C2i
- 7 bachelors et licences professionnelles

CTI

EUR-ACE

Master en ingénierie

- TOEFL
- Diplôme d'ingénieur filières

AUF

Masters spécialisés

- 10 masters
- Ouverture d'un MBA regular en 2012

Doctorat

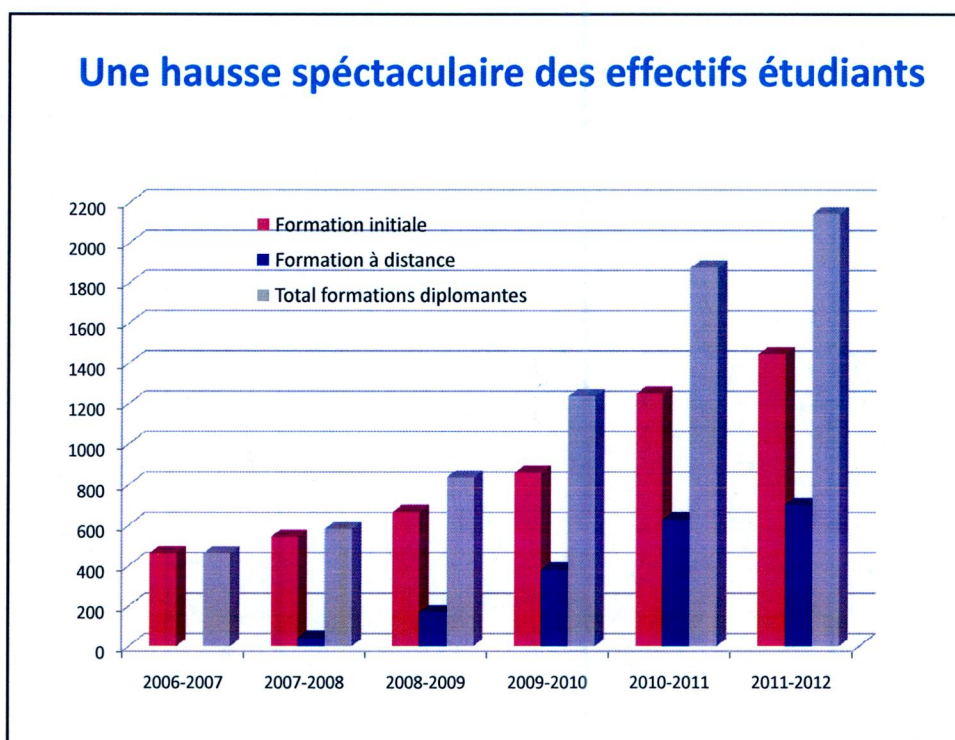
Ecole doctorale internationale et interuniversitaire

Membre fondateur de L'Université Virtuelle des Ecoles Doctorales

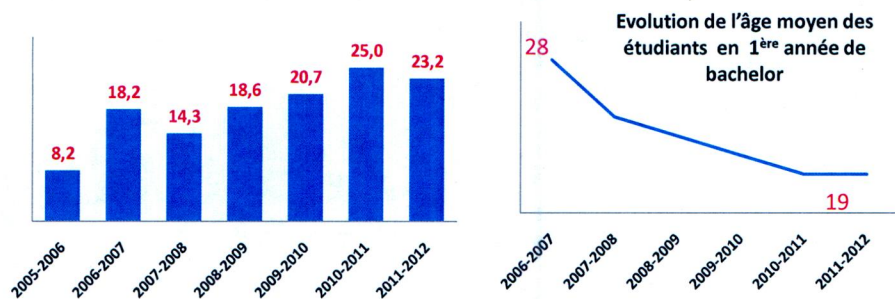
Des formations reposant sur une recherche pour le développement

5 laboratoires

LEDES	LEAH	LBEB	LESEE	LEMC
Eau, dépollution, écosystème et santé	Hydrologie et Ressources en eau	Biomasse, Energies et biocarburants	Energie solaire et économies d'énergie	Eco Matériaux de construction



Une population étudiante jeune, féminine et internationale



Une dimension internationale

- Etudiants : **35** nationalités
- Professeurs : **18** nationalités / **4** continents
- Recherche : **15** universités partenaires / **7** pays / **4** continents

Nombre de diplômés par pays depuis 1966

31% formés dans les 5 dernières années

Pays d'origine	1966 à 2005	2006 à 2011	Total
BENIN	256	95	351
BURKINA FASO	483	453	936
CAMEROUN	344	171	515
CENTRAFRIQUE	59	10	69
CONGO	172	20	192
GABON	87	34	121
GUINEE	81	23	104
COTE D'IVOIRE	249	114	363
MALI	164	60	224
MAURITANIE	61	18	79
NIGER	283	103	386
SENEGAL	310	66	376
TCHAD	164	94	258
TOGO	259	55	314
RDC	4	9	13
AUTRES (10)	19	25	44
Total	2995	1350	4345

550 diplômés
quitteront 2iE
chaque année

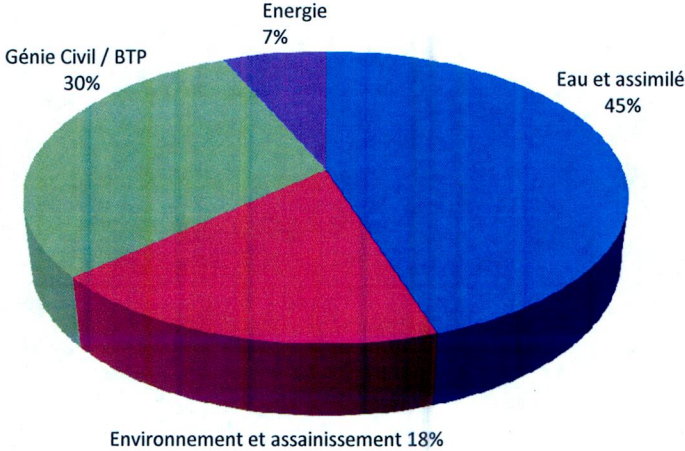
Les diplômés de 2iE travaillent en Afrique

2005 – 2010	
Diplômés qui retournent dans leur pays d'origine	77 %
Diplômés qui travaillent en Afrique	97 %

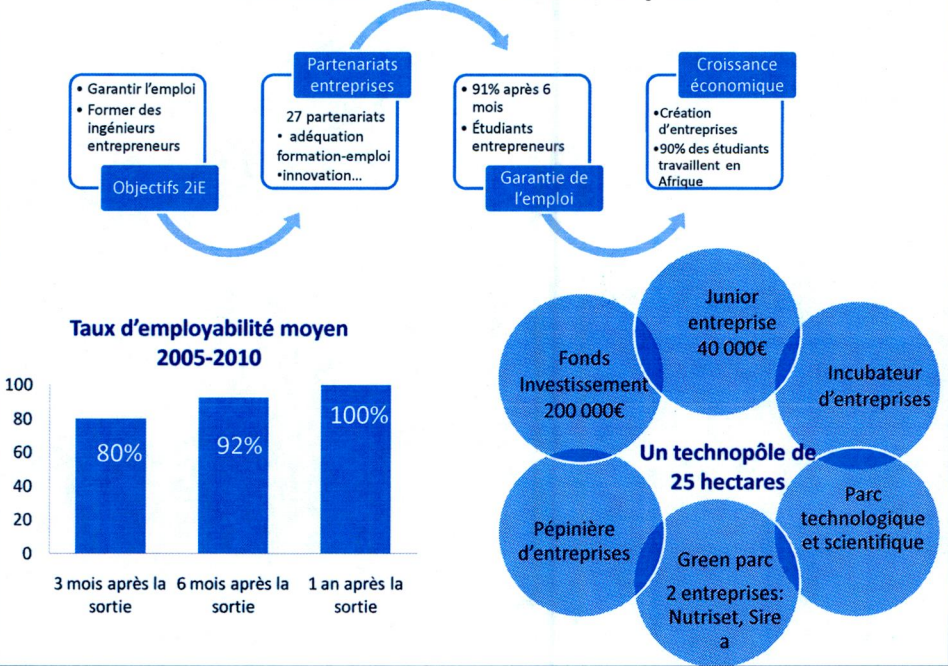
4 fois plus de diplômés depuis la réforme

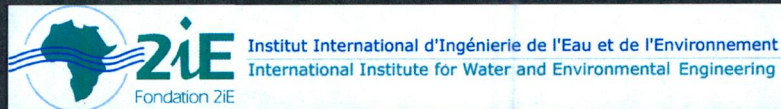
Avant réforme	Après la réforme (+ FOAD)
1966 - 2005	2006 – 2011
40 ans	5 ans
2995 diplômés	1350 (présentiel) 311 (FOAD) } 1661
16 pays	27 pays
Soit 75 diplômés/an	332 diplômés/an

63% des diplômés travaillent dans les secteurs des OMD – Eau et Environnement



Le secteur privé et l'emploi

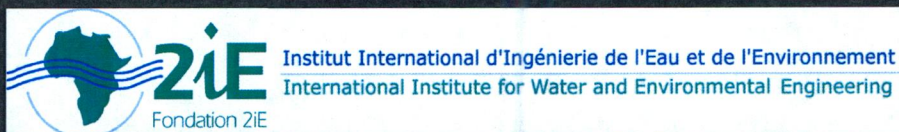




CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION ZIE

KAMBOINSE, LE 18 NOVEMBRE 2011

RAPPORT D'ACTIVITES 2011-2012



1

STATISTIQUES EMPLOIS DES ÉTUDIANTS DIPLÔMÉS

Insertion des diplômés 2011 , 3 mois après la sortie

Cycle	Effectif	Nombre de diplômés	Nombre de contactés	Non contactés	Poursuite des études	Recherche emploi	% de diplômés Contacté
Bachelors	222	153	153	0	131	22	100%
Masters	121	106	87	19	6	81	82%
Total	343	259	239	20	136	103	92%

Insertion des diplômés 2011 3 mois après la sortie

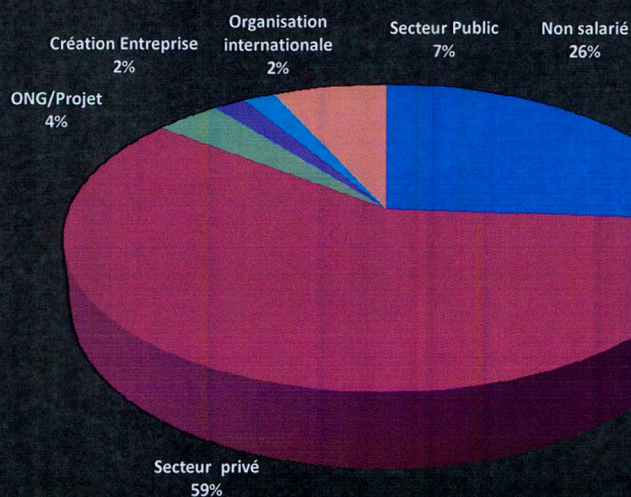
Type de structures	Bachelors	Master	Diplômé 2011
Secteur Privé	20	41	61
Secteur publique	0	7	7
Organisation Internationale	0	2	2
Projet/ONG	0	4	4
Création d'entreprise		2	2
Total emploi	20	56	76
Non salarié	2	25	27
Total	22	81	103
	91%	69%	74%

Le taux d'insertion des diplômés 2011, à 3 mois est de **74%**

Evolution du taux d'insertion des diplômés de 2009 à 2011

Années	à 2 mois	à 3 mois	à 6 mois	à 12 mois
2008-2009	-	82%	89%	100%
2009-2010	-	74%	90%	100%
2010-2011	63%	74%	Janvier 2012	Juillet 2012

Insertion des diplômés 2011 par secteur d'activités



le ministère français de l'Enseignement supérieur publie une enquête nationale d'insertion professionnelle des diplômés de l'université.

Voici les principaux résultats de l'enquête dévoilée par le ministère de l'Enseignement supérieur sur l'insertion professionnelle des titulaires de masters de l'université.

le pourcentage de diplômés à bac+5 ayant un emploi au bout de **30 mois** (promo 2008).

Source: <http://www.letudiant.fr/etudes/fac/>

Taux d'insertion professionnelle des étudiants par université et discipline : 30 mois

Universités	Droit, économie, gestion (%)	Lettres, langues arts (%)	Sciences humaines et sociales (%)	Sciences, technologies et santé (%)
Aix-Marseille 1		82	90	88
Aix-Marseille 2	91	ns	83	91
Aix-Marseille 3	92		85	86
Amiens	91	ns	88	94
Angers	88	90	89	94
Artois	87	ns	ns	92
Avignon	ns	ns	83	90
Besancon	95	77	93	89
Bordeaux 1	100		ns	91
Bordeaux 2		ns	89	88
Brest	87	75	89	92
Bretagne sud	97	ns	88	93
Caen	92	ns	81	93
Cergy Pontoise	95	81	91	94
Limoges	93	ns	81	89

Source: <http://www.letudiant.fr/etudes/fac/>

Taux d'insertion professionnelle des étudiants par université et discipline : 30 mois

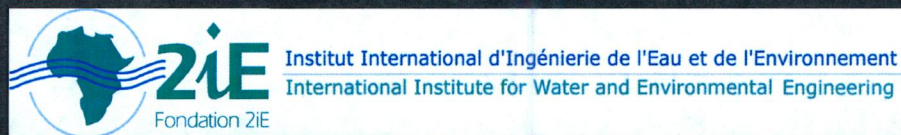
Universités	Droit, économie, gestion (%)	Lettres, langues arts (%)	Sciences humaines et sociales (%)	Sciences, technologies et santé (%)
Marne la Vallée	89	87	97	96
Metz	95	ns	87	95
Montpellier 1	93			91
Montpellier 2	92		ns	87
Orleans	91	ns	ns	89
Paris 1	94	84	92	ns
Paris 10	95	94	90	94
Paris 12	92	ns	92	83
Paris 13	88	ns	89	91
Paris 5	92	ns	92	88
Poitiers	93	ns	91	96
Reims	92	ns	98	88
Rennes 1	92		ns	91

Source: <http://www.letudiant.fr/etudes/fac/>

Taux d'insertion professionnelle des étudiants par université et discipline : 30 mois

Universités	Droit, économie, gestion (%)	Lettres, langues arts (%)	Sciences humaines et sociales (%)	Sciences, technologies et santé (%)
Rouen	96	ns	93	94
Strasbourg	92	84	91	90
Valenciennes	99	ns	ns	95
Versailles Saint-Quentin	90	ns	ns	91

Source: <http://www.letudiant.fr/etudes/fac/>



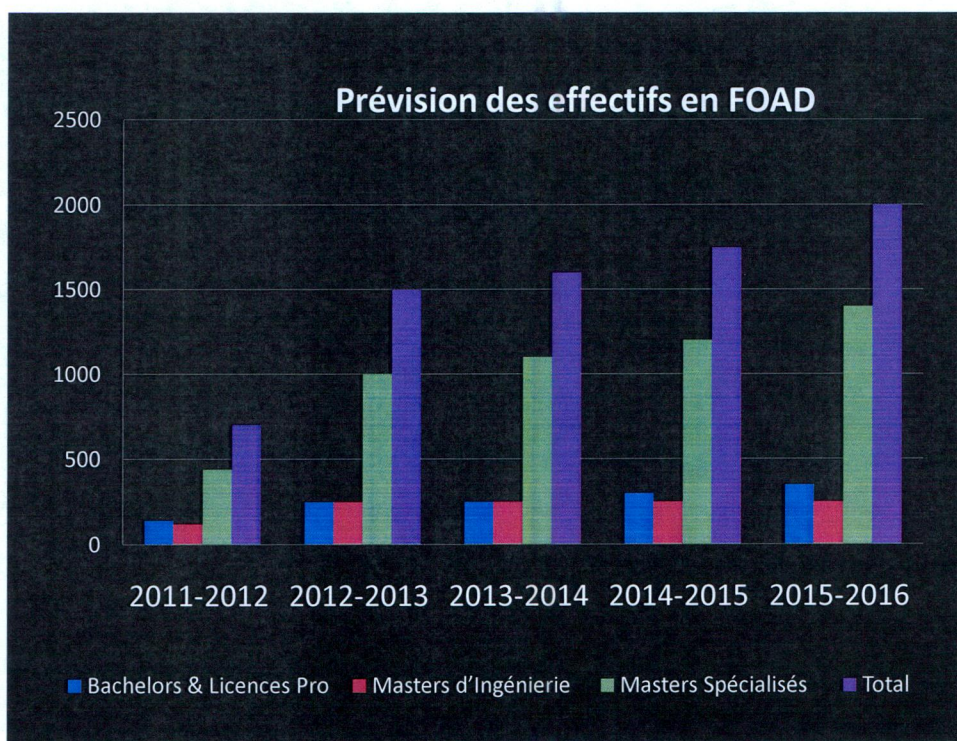
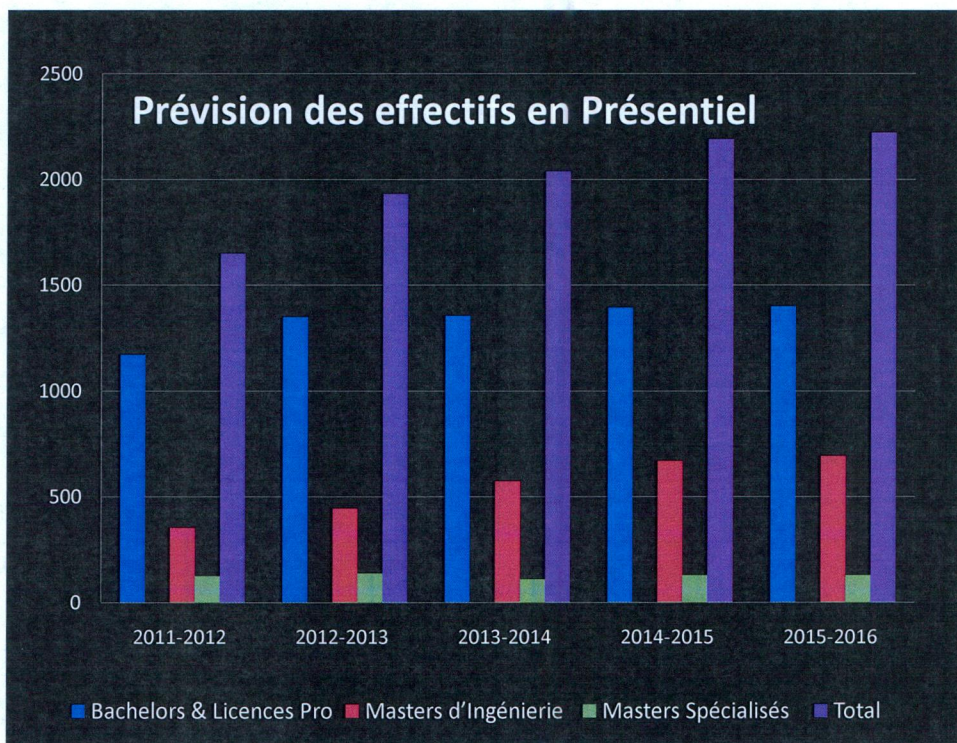
2

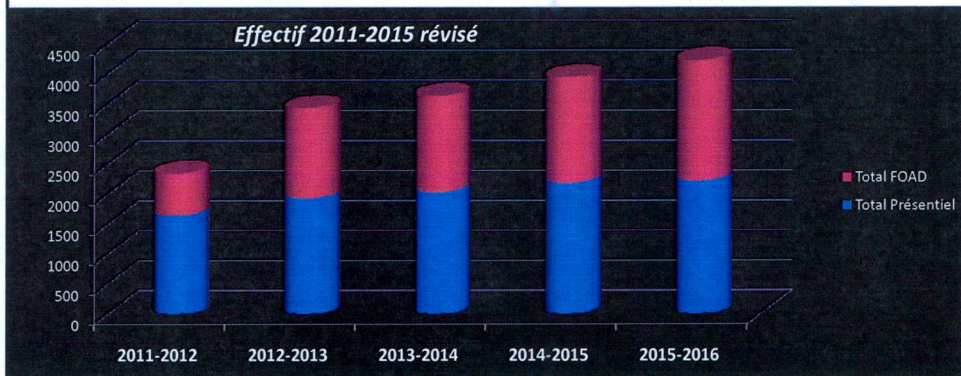
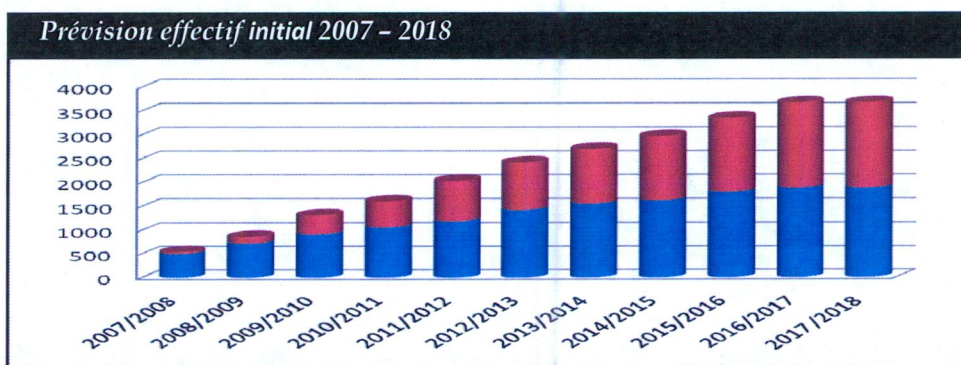
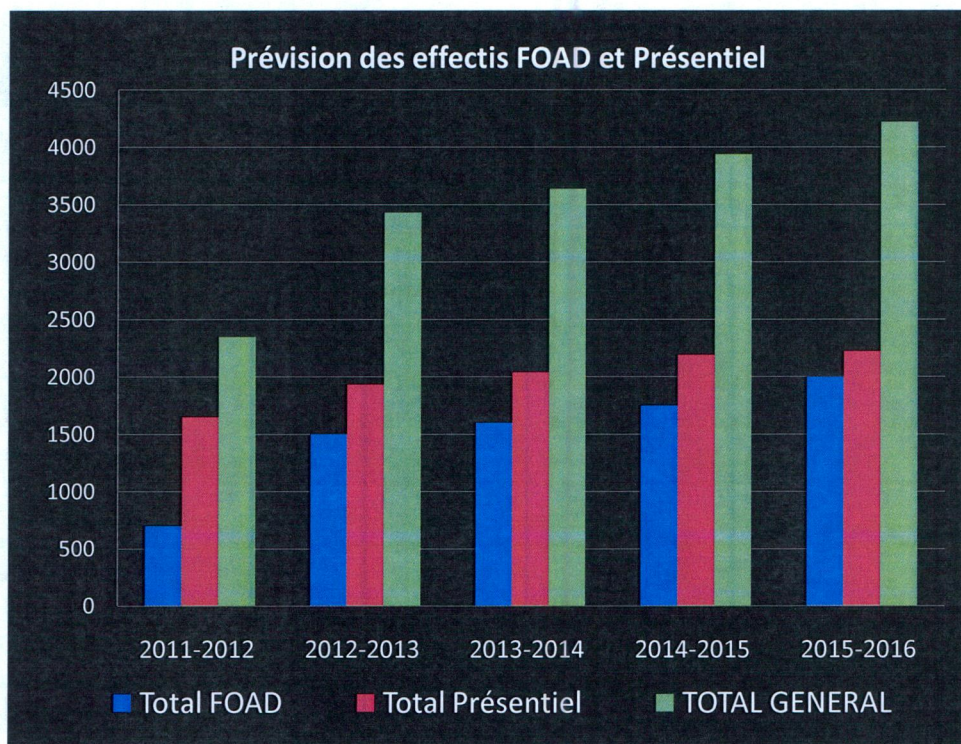
POINT SUR LA RENTREE 2011-2012

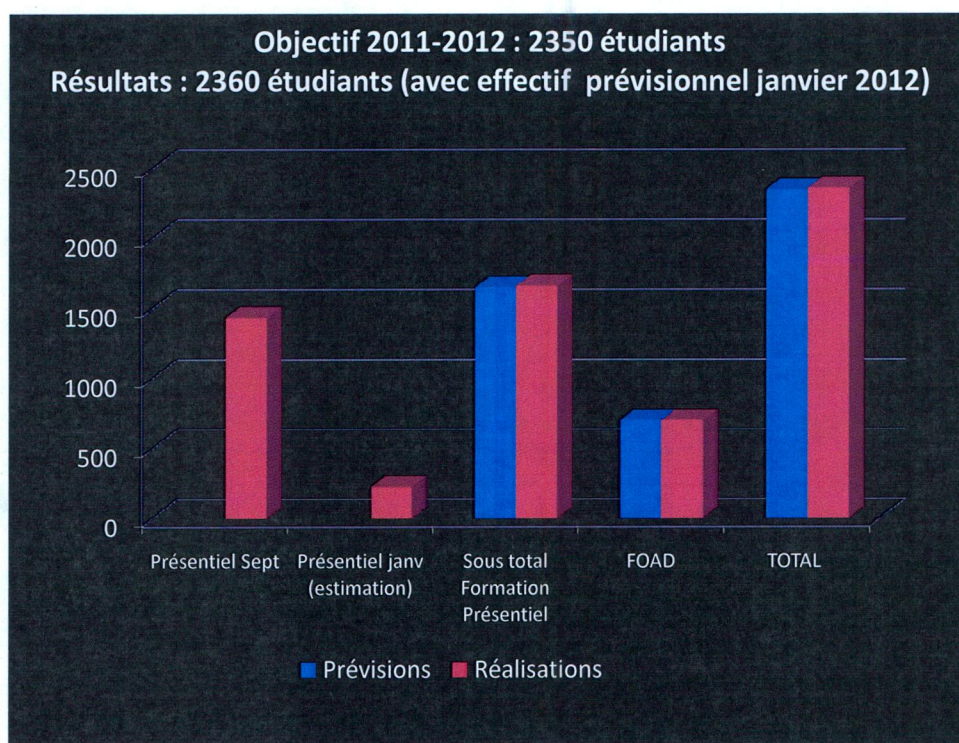


2.1

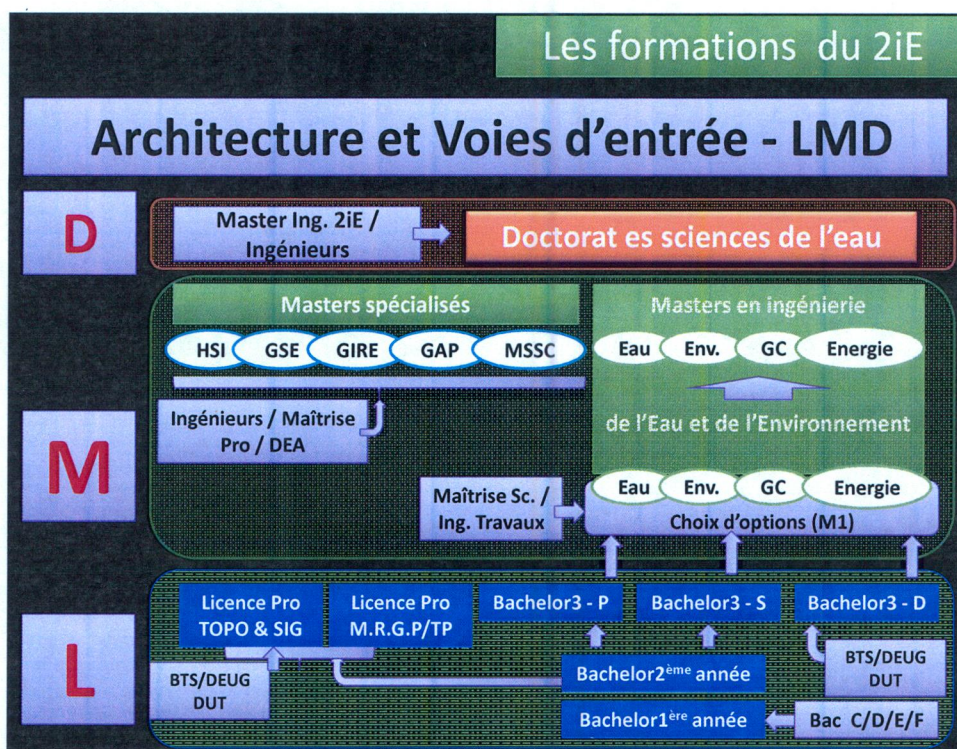
PREVISION DES EFFECTIFS 2011-2015







2.2 PRESENTIEL

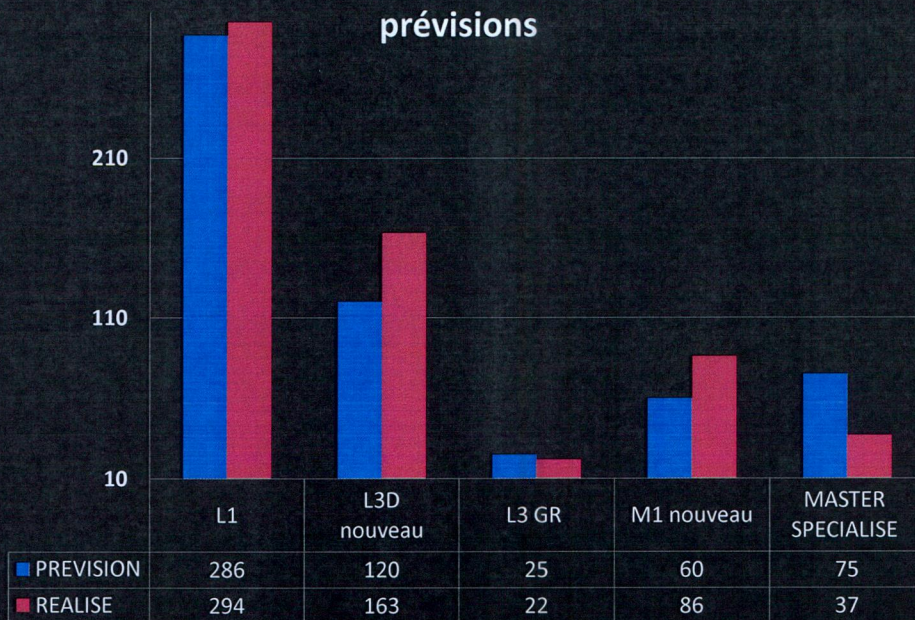


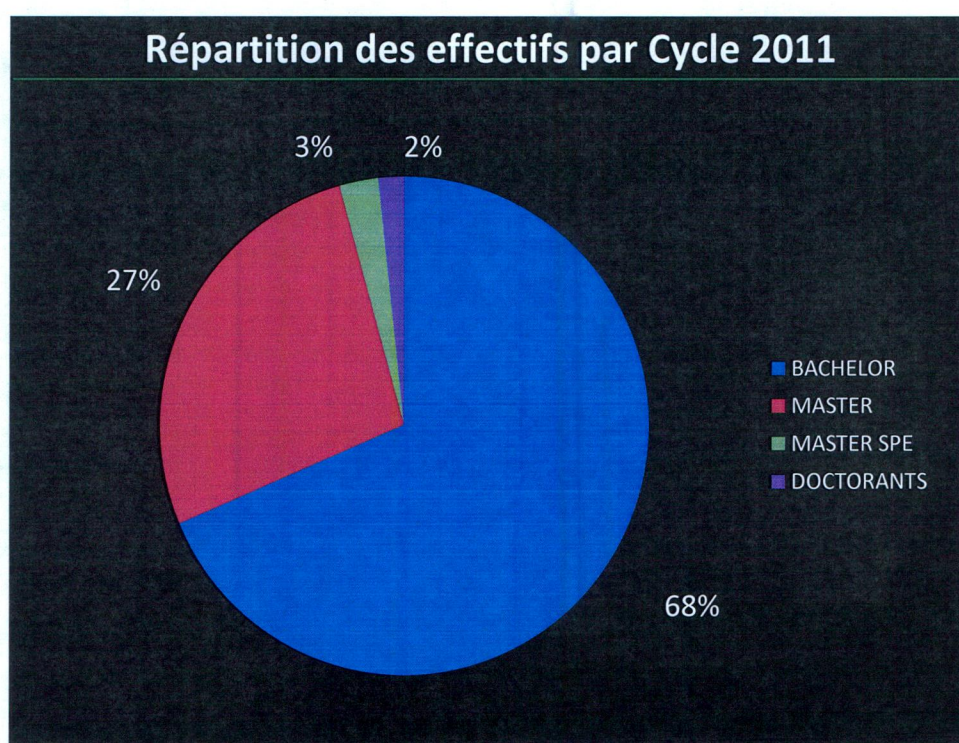
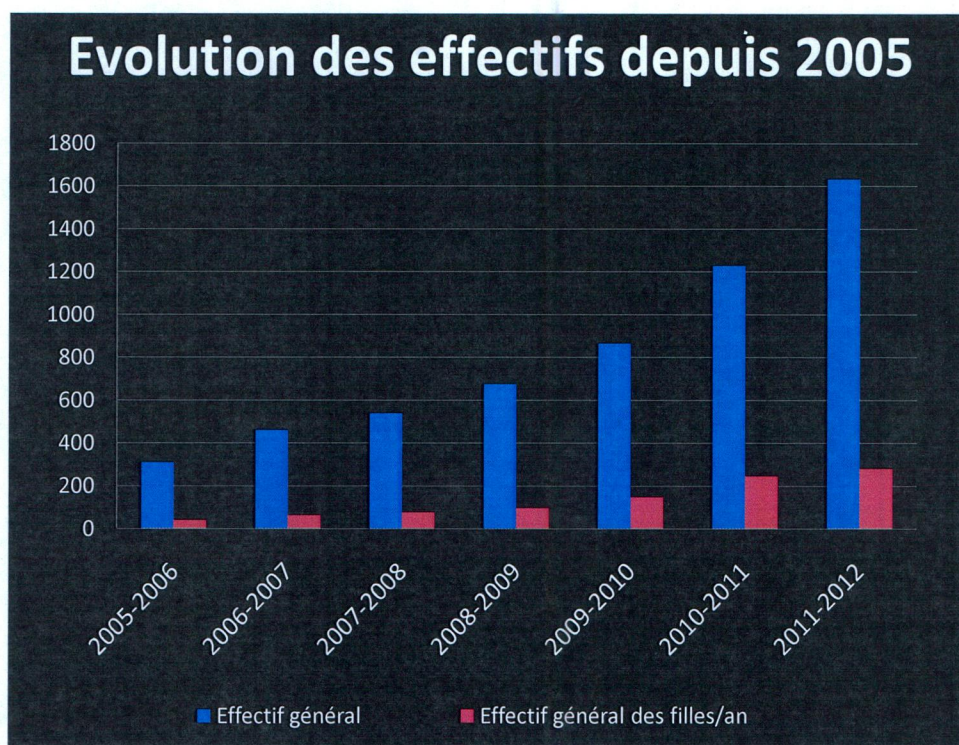
		2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
		sept-11	janv-12	sept-12	janv-13	sept-13	janv-14	sept-14	janv-15	sept-15	janv-16
ENTREE	L1	295	200	256	256	256	256	256	256	256	256
	L2	376		396		410		410		410	
	L3P	21		85		89		92		92	
	L3S	116		254		267		276		276	
ENTREE	L3D nouveau	159		90		90		90		90	
	sous total BACHELOR	967	200	1080	256	1112	256	1124	256	1124	256
		1167		1336		1368		1380		1380	
ENTREE	M1	140		232		300		313		321	
	M1 nouveau	86		60		60		60		60	
	M2	166		203		262		324		335	
	Sous Total MASTER	392	0	495	0	623	0	697	0	716	0
		392		495		623		697		716	
AUTRES FORMATIONS											
ENTREE	Total Masters spécialisés/entrée	64	27	100	0	100	0	100	0	125	0
	Total Masters spécialisés	91		100		100		100		125	
	Total Présentiel	1423	227	1675	256	1835	256	1921	256	1968	256
		1650		1931		2091		2177		2221	

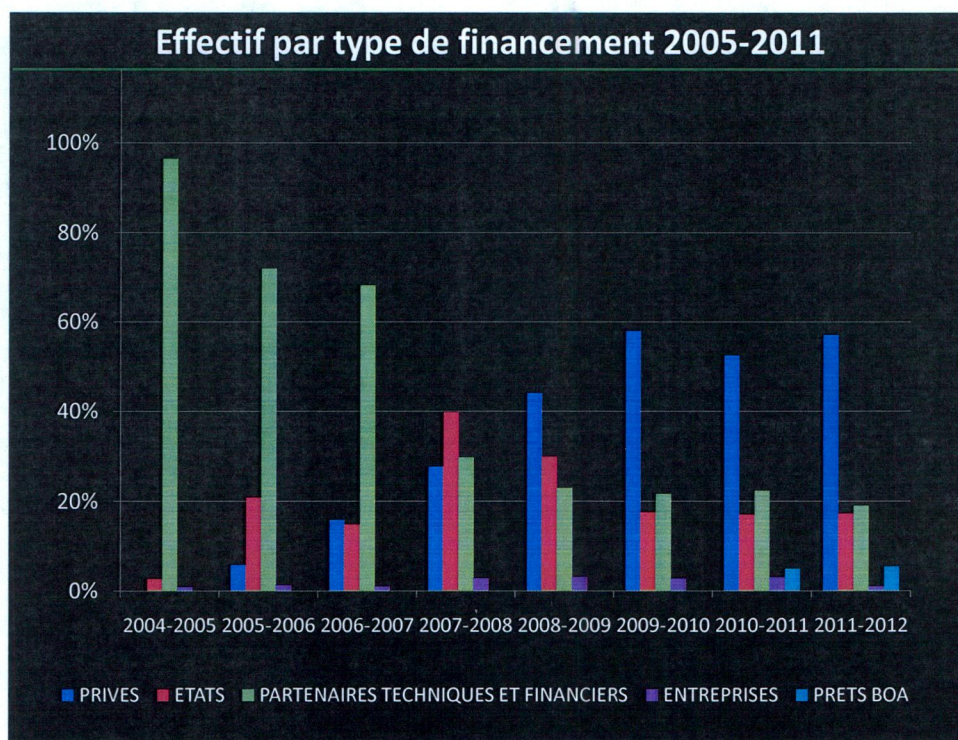
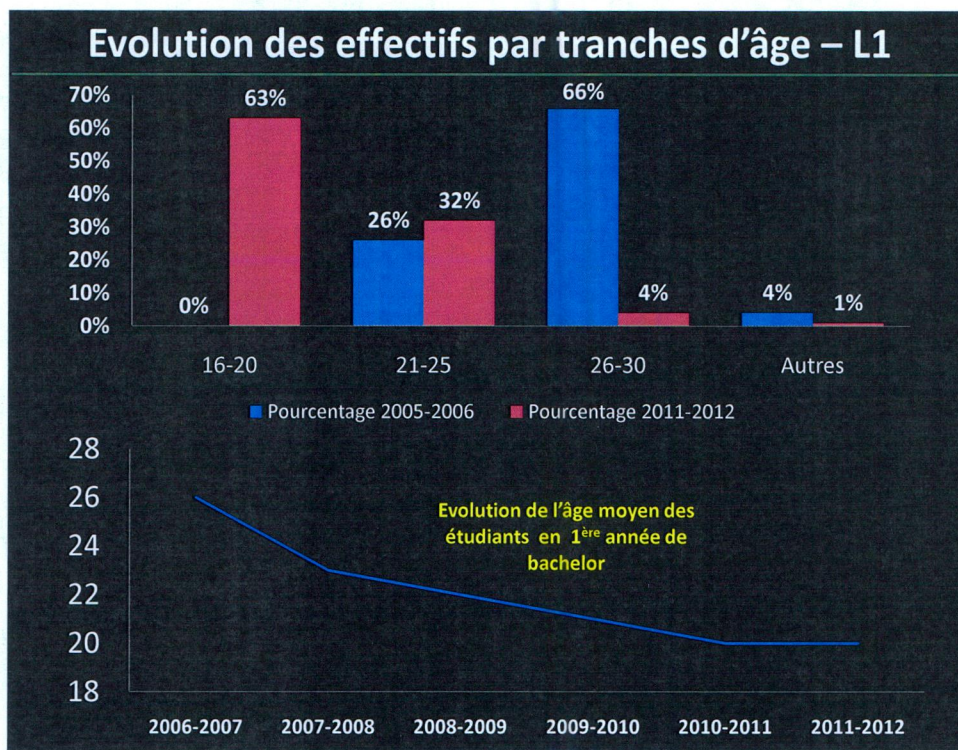
Objectifs de recrutement sept. 2011-2012 :1400

CYCLE BACHELOR		CYCLE MASTER		MASTERS SPECIALISES	
Effectif	2011-2012	Effectif	2011-2012	Effectif	2011-2012
L1	294	M1 2iE	140	HSI	11
L2	377	M1 nouveau	86		
L3S	117	TOTAL M1	226	WASH + GSE	26
L3P	22			ISTOM	12
L3D	164	M2	166		
L3 GR	19				
SOUS TOTAL	993	SOUS TOTAL	392	SOUS TOTAL	49
EFFECTIFS PAR CYCLE		BACHELOR	993	68 %	
		MASTER	392	27%	
		MASTER SPE	49	3%	
		TOTAL FI	1434		
DOCTORANTS 25		DOCTORANTS	25	2%	
		TOTAL GENERAL	1459		

Résultats du recrutement par rapport aux prévisions









Quelques éléments sur les candidats

L1 - Bachelor en Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement en 3ans

Nombre de candidatures

2098 POUR 250 places

ratio

1/8

Sexe

Hommes	1736	83 %
Femmes	362	17 %
Total	2098	

Age

Age < 20	719	35 %
20 ≤ Age < 25	1167	55 %
25 ≤ Age < 30	189	9 %
30 ≤ Age	20	1 %
Total	2098	

Niveau du diplôme le plus élevé

Baccalauréat en cours de préparation	349	17 %
Baccalauréat	1415	67 %
Bac+1	221	11 %
Bac+2	94	5 %
autres	19	1 %
Total	2098	

L1 - Bachelor en Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement en 3ans

1 candidat sur 7 s'inscrit effectivement

Nationalité	Nbre cand	%	Inscrit	%
Burkina Faso	1585	75%	137	9%
Côte d'Ivoire	142	6 %	17	12%
Tchad	64	3 %	32	50%
Cameroun	54	2 %	10	19%
Gabon	49	2 %	12	25%
autre	204	12%	87	43%
Total	2098		295	14%

Bachelor en Sciences de l'Eau et de l'Environnement en 1 an

Etat du dossier

509 pour 120 places

ratio
1 pour 4

Sexe

Hommes	458	90 %
Femmes	51	10 %
Total	509	

Age

Age < 20	20	4 %
20 ≤ Age < 25	280	55%
25 ≤ Age < 30	142	28 %
30 ≤ Age < 35	43	8 %
35 ≤ Age <	24	4%
Total	509	

Niveau du diplôme le plus élevé

Baccalauréat en cours de préparation	2	1 %
Baccalauréat	31	6 %
Bac+1	24	5 %
Bac+2	281	55 %
Bac+3	144	28%
Bac+4	21	4 %
Bac+5	4	1 %
Supérieur à Bac+5	2	1 %
Total	509	

Bachelor en Sciences de l'Eau et de l'Environnement en 1 an

1 candidat sur 3 s'inscrit effectivement

Burkina Faso	158	31 %	69	44%
Côte d'Ivoire	87	17 %	17	20%
Tchad	49	10 %	14	44%
Niger	39	8 %	10	26%
Sénégal	33	7 %	3	9%
Autres	143	27%	46	32%
Total	509		159	31%

Ingénieur 2IE / Master en ingénierie en 2 ans (2011 - 2012)

Etat du dossier

830 CANDIDATURES POUR 60 PLACES

ratio

1 pour
15

Sexe

Homme	739	89 %
Femme	91	11 %
Total	830	

Option

	27	3,25 %
Eau	181	22 %
Énergie	194	23 %
Environnement	175	21 %
Génie civil	253	30 %
Total	830	

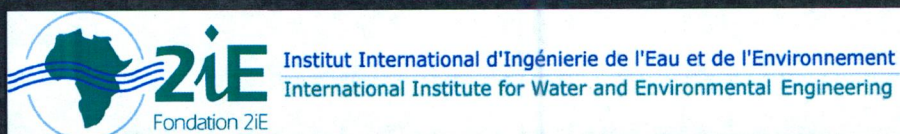
Age

	0	0,00 %
Age < 20	18	2 %
20 ≤ Age < 25	360	43%
25 ≤ Age < 30	319	38 %
30 ≤ Age < 35	97	12%
35 ≤ Age < 40	18	2 %
40 ≤ Age < 50	16	2 %
Age ≥ 50	2	1 %
Total	830	

Ingénieur 2IE / Master en ingénierie en 2 ans (2011 - 2012)

Pays de naissance			Nationalité		
Burkina Faso	209	25 %	Burkina Faso	265	32 %
Côte d'Ivoire	136	16 %	Tchad	111	13 %
Tchad	106	13 %	Cameroun	101	12 %
Cameroun	104	12 %	Côte d'Ivoire	74	9 %
Sénégal	42	5 %	Sénégal	41	5 %
Total	830		Total	830	

Pays de résidence		
Burkina Faso	320	38 %
Cameroun	82	10 %
Tchad	82	10 %
Côte d'Ivoire	69	8 %
Sénégal	45	6 %
Total	830	



2.2

RECRUTEMENTS

2011-2012

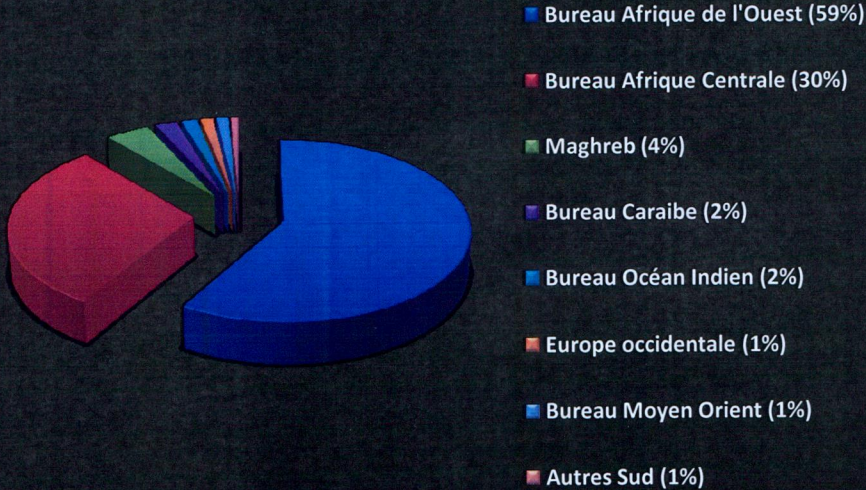
FOAD

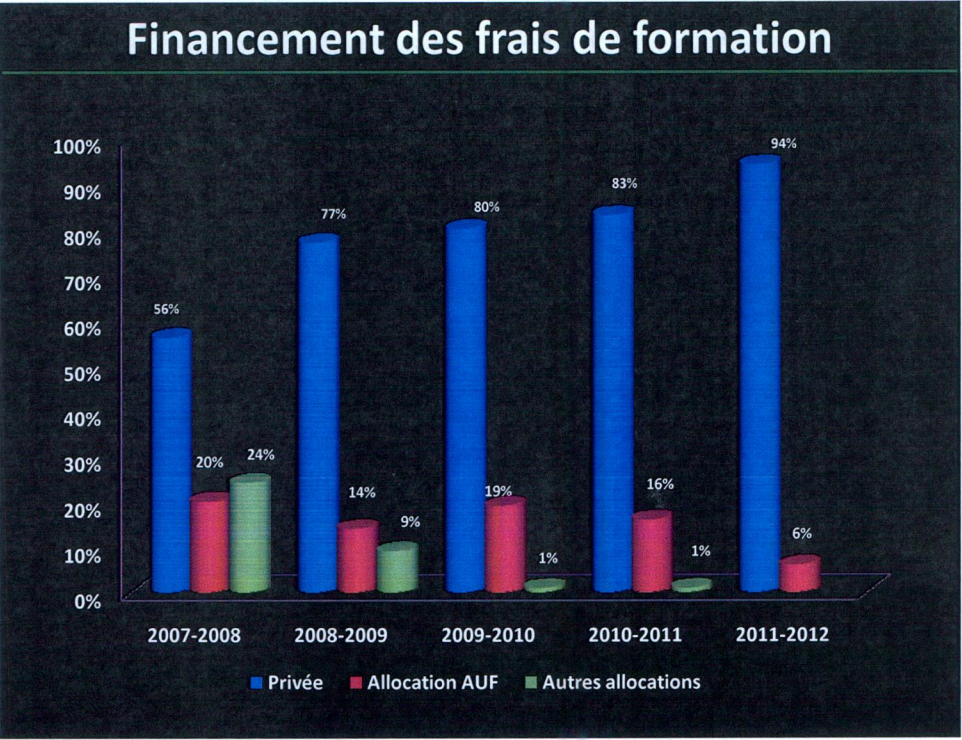
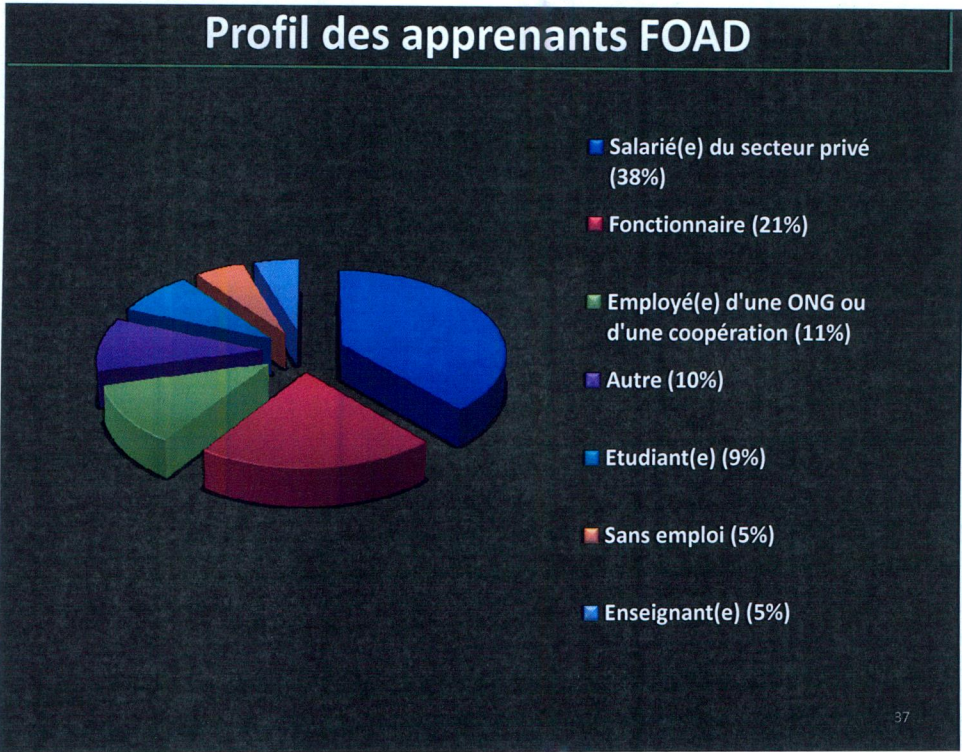
Prévision et évolution des effectifs



**Effectif actuel :
1022 apprenants
Promotions 2010-2011 & 2011-2012**

Origine des apprenants (34 pays)





2.3

FORMATION CONTINUE ET QUALIFIANTE

Formation Continue Bilans annuels : 2007-2010 Projections 2011

750 professionnels formés au 15/10/2011

	Année	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de professionnels formés		750	900	1400	900	950
Pays d'origine des professionnels formés		22	28	26	30	30
Nombre de sessions réalisées		40	45	70	45	40
Nombre de sessions réalisées en anglais		0%	2%	4%	4%	5%
Professionnels anglophones formés (%)		0%	2%	7%	8%	6%

Formation Continue Répartition du nombre de professionnels par type de financement

Type de financement	2008	2009	2010	2011
Convention Ambassade du Danemark	0	370	0	0
Financement Union Européenne (Programme CDE, Facilités Eau & Energie, EduLink)	377	618	268	218
Autres Financements (Secteurs privé & public, société civile...)	423	412	632	732
Total Professionnels Formés	800	1400	900	950
% de Personnels formés Formations Continues hors Convention	60%	30%	70%	71%

2iE 12814



Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
International Institute for Water and Environmental Engineering
Fondation ZiE

Conseil d'Administration de la Fondation ZiE
Kamboinsé, le 18 novembre 2011

Stratégie FOAD

ZiE Novembre 2011

Stratégie FOAD

- Evolution 2007-2011
- Analyse du recrutement 2011
- Dispositions pour le respect du POS 2011-2012
- Plan d'actions 2011-2015

ZiE Novembre 2011

Evolution 2007-2011

Positionnement du 2iE à travers le Portail FOAD de
l'Agence Universitaire de la Francophonie

AUF : 774 Etablissements répartis dans 90 pays sur tous les Continents

Offre sur portail AUF 2011-2012 : 80 FOAD - <http://foad.refer.org/>

OFFRE 2iE	TOUT LE PORTAIL AUF		OFFRE FOAD AFRIQUE	
	Toute l'Offre	Offre Sciences Ingénieur	Toute l'Offre	Offre Sciences Ingénieur
2011-2012	17%	48%	52%	67%
2010-2011	13%	42%	37%	50%
2009-2010	11%	37%	27%	40%
2008-2009	6%	33%	27%	50%
2007-2008	2%	17%	14%	50%

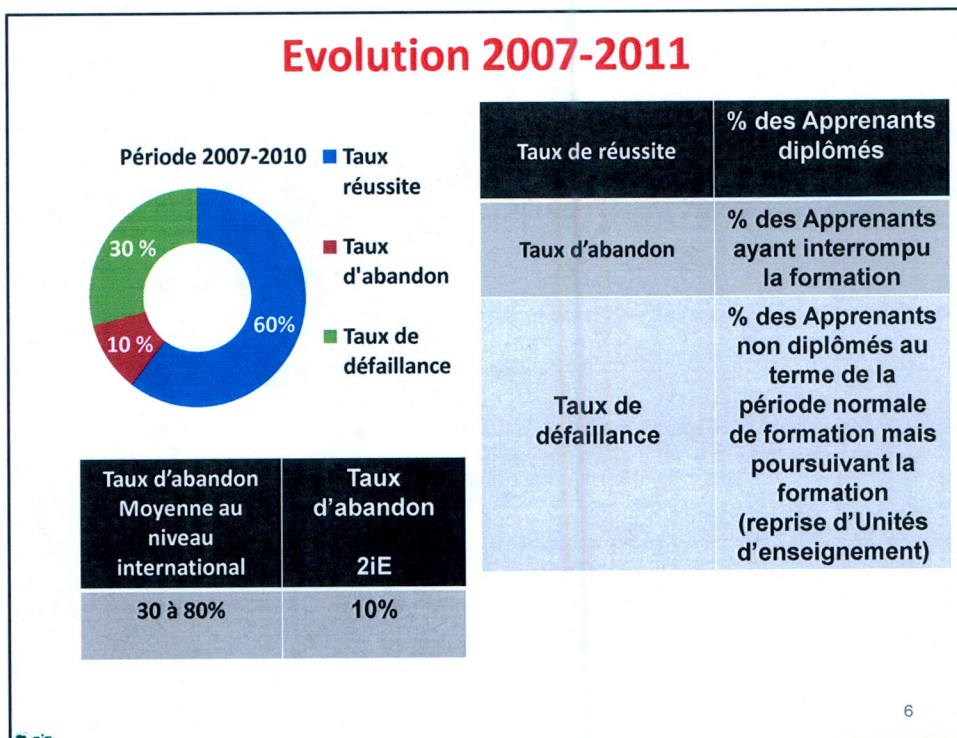
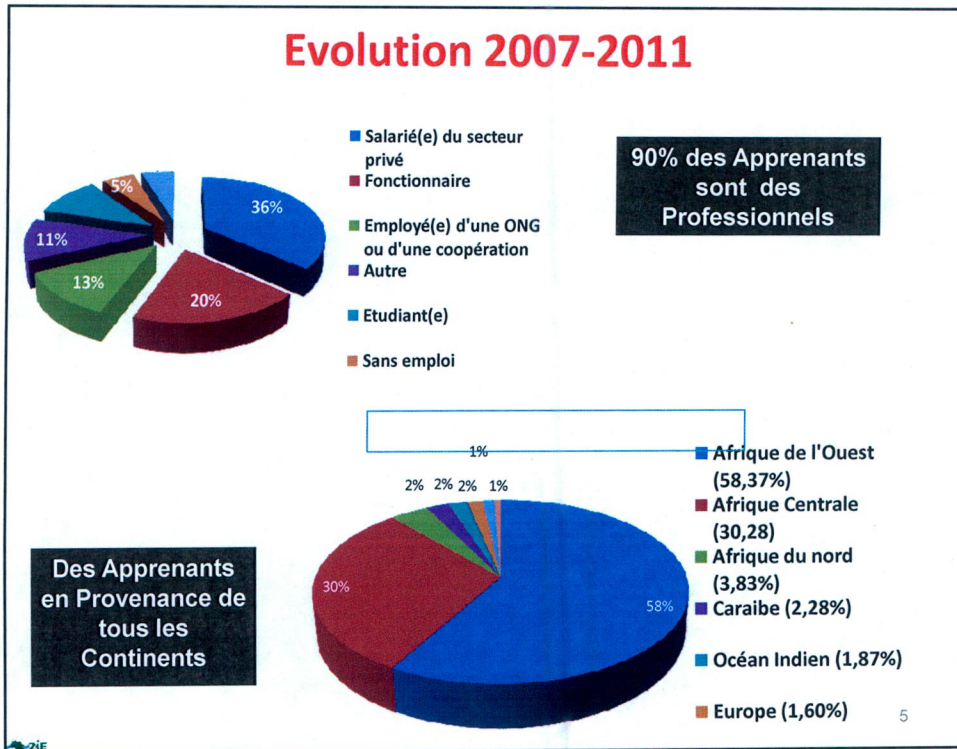
 2iE

Evolution 2007-2011

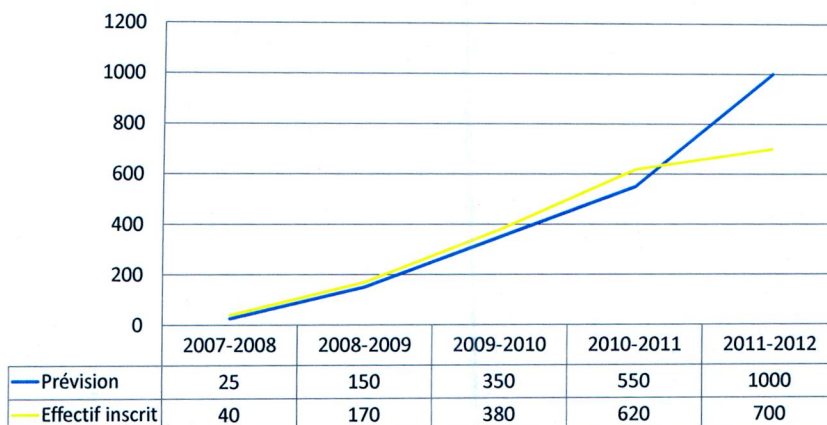
Année académique	2007 2008	2008 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	TOTAL
Nouveaux Inscrits	40	170	380	620	700	1910
Pays représentés	17	20	32	32	32	35
Candidats	200	500	1600	2200	3200	7700
Pays représentés	27	28	38	51	51	63

 2iE

4



Analyse du recrutement 2011



CONSTATS

- GAP de 300 Apprenants sur le recrutement 2011
- Taux de réalisation de 22% contre une moyenne cumulée de 27% sur la période 2007-2010

Taux de réalisation : Rapport du nombre d'inscrits sur celui des candidatures

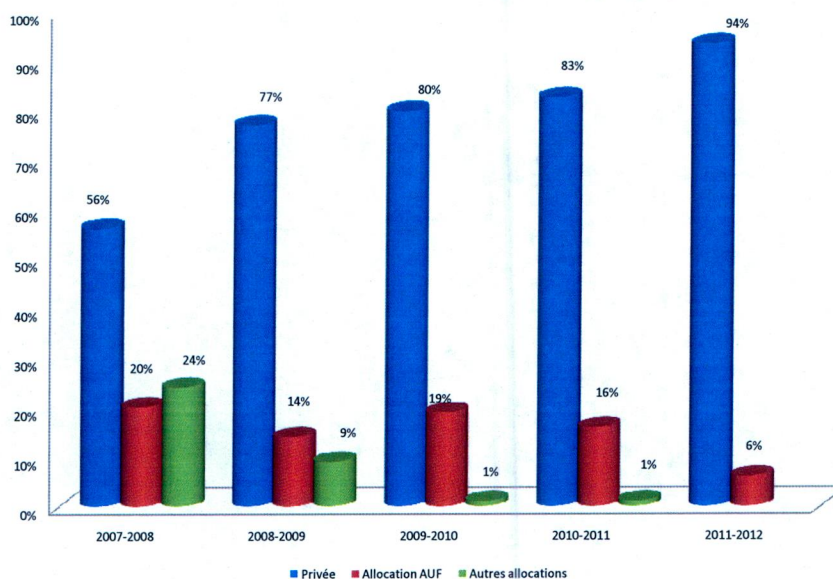
Analyse du recrutement 2011

Constats en rapport avec le GAP de 300 apprenants.

- Lutter contre la fuite des cerveaux
 - Réduction du nombre d'allocations attribué par l'AUF en 2011 (potentiel de 100 apprenants)
 - Apparition de formations similaires à celles de 2iE (estimation du potentiel d'apprenants ayant opté pour d'autres formations à 50 apprenants : coûts pédagogiques moins élevés)
 - Nombre de candidatures de 3200 en deçà des 3700 (nombre de candidatures requis pour atteindre le nombre de 1000 inscrits avec un taux de réalisation de 27%)

Analyse du recrutement 2011

Financement des frais pédagogiques



Analyse du recrutement 2011

Formations proposées par d'autres Etablissements	Formations proposées par 2iE (2000 Euros)	
	Formations	Inscrits 2011
Licence Pro Eau & Assainissement (1200 Euros)	Licence Pro Eau & Assainissement	30
Licence Pro Management des Organisations (800 Euros)	Licence Pro Management des Collectivités Territoriales	15
Master Pro Génie de l'Environnement (1200 Euros)	Master Pro Gestion intégrée des ressources en Eau	30
Master Pro Qualité Sécurité Environnement (1200 Euros)	Master Pro Qualité Hygiène Sécurité Environnement	75

L'apparition de nouvelles FOAD similaires à celles 2iE a contribué à une réduction sensible du nombre d'inscrits sur certaines formations, néanmoins l'offre 2iE reste compétitive au regard du nombre d'inscrits sur certaines filières

Dispositions pour le respect du POS 2011-2012

Respect des objectifs du POS	Dispositions prises
1000 apprenants en 2011 (700 inscrits en octobre 2011)	Complément de 300 inscrits : -Rentrée de janvier 2012 : 150 apprenants -Rentrée d'avril 2012 : 150 apprenants
1200 apprenants en 2012	La réalisation pour 1200 apprenants est programmée sur 2 rentrées académiques : -Juillet 2012 -Octobre 2012

2iE

Dispositions pour le respect du POS 2011-2012

Constats	Mesures prises	Mesures envisagées en 2011-2012
Réduction du nombre d'allocations	-Partenariat avec la BOA (Financement à travers des prêts - public de professionnels) -Echanges avec d'autres partenaires bancaires	Accroître le partenariat avec d'autres établissements bancaires. Suivi du dispositif d'octroi de prêts par la BOA
Apparition de FOAD similaires à celles de 2iE	-Instauration de l'Inscription permanente - Offre multi rentrées (janvier, avril, juillet, octobre)	Rénovation de l'offre de formation

2iE

Plan d'actions 2011-2015

Mise en œuvre d'un Plan de communication (sites web...)	2011 2012
Partenariat avec les établissements bancaires	20112 012
Rénovation de l'offre de formation	
-Passage des Masters Spécialisés de 2iE en FOAD	2012
-Mise en place des Masters Spécialisés (12 à 24 mois)	2012
-Mise en place d'une offre certifiante en FOAD (C2i...)	2012
-Mise en œuvre de la Prépa 2iE (L1) en FOAD	2012
-Laboratoire de langues (utilisation de la FOAD)	2012
-Echanges avec le milieu professionnel (cercle des RDH, analyse des besoins...)	2012
-FOAD bilingue	2013
Dispositions en lien avec les contraintes relatives aux déplacements des Apprenants dans les Centres de regroupements pour les Travaux Pratiques (TP) et pour les Examens	
Existence de partenariats au Cameroun (TP) et au Bénin (Examens)	
-Mise en place de partenariats pour les TP (Brazzaville, Cotonou, N'Djamena)	
-Mise en place de partenariats pour les Centres d'examens (Djibouti, Rwanda)	2012



Plan d'actions 2011-2015

Projets de Nouvelles Formations 2012...

Formations diplômantes:

- Licence Pro SIG & TOPO
- Master Spécialisé WASH
- Master Spécialisé GEOTECHNIQUE
- Masters Spécialisés (12 à 24 mois)

Formations certifiantes

- C2i
- Prépa L1
- ...



Plan d'actions 2011-2015

Projets de Nouvelles Formations 2012...

Mise en place des Masters Spécialisés (12 à 24 mois) :

- Répond à besoin de niveau de formation non satisfait
- Perspectives pour les titulaires de Licence Pro
- Alimentation du cycle M2 (Masters Spé. : 12 à 15 mois)

**Permet de limiter la pression de recrutement en flux direct
(nouveaux apprenants à chaque rentrée académique)**

 ZIE

Plan d'actions 2011-2015

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Licences Pro	140	250	250	300	350
Masters d'Ingénierie		250	250	250	250
Masters Spécialisés	440	1000	1100	1200	1400
Total	700	1500	1600	1750	2000

 ZIE

Plan d'actions 2011-2015

Un dispositif d'amélioration continue...

- Respect de la charte de Tutorat (suivi et encadrement des apprenants, suivi des projets de fin d'études...)
- Présence effective sur la plateforme
- Qualité des ressources pédagogiques (conception)
- Respect des délais de conception et de mise à jour des supports pédagogiques
- Respect des délais de remise des notes
- Participation aux formations de formateurs (Conception, Tutorat...)

- ...

ZIE, certifié ISO 9001 : 2008

CONCEPTION ET
REALISATION DES OFFRES
DE FORMATIONS

ISO 9001

BUREAU VERITAS
Certification





Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
International Institute for Water and Environmental Engineering
Fondation ZIE

**Conseil d'Administration
Kamboinsé, le 18 novembre 2011**

**LA SITUATION DE L'HÉBERGEMENT ÉTUDIANT À ZIE :
VERS UNE FRAGILISATION DU MODÈLE ?**

Evolution de la capacité d'hébergement depuis 2005

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Etudiants	240	340	580	680	850	1000	1248	1650	1932	2040	2192	2222
Capacité	320	450	520	639	699	779	899	1020	1020	1020	1020	1020
Gap	-	-	60	41	151	221	349	630	912	1020	1172	1202
% logés	100	100	90	94	82	78	72	62	53	50	47	46

Depuis 2005, Zie a augmenté sa capacité de 700 places via :

- * Le gouvernement français
 - FSP (2006-2010) : 240
 - AFD (prêt 2010) : 60
- * IMODEV (prêt commercial) 120
- * ZIE fonds propres (2006-2011): 150
- * ZIE (prêt commercial): 130

*Malgré les efforts en matière de construction,
l'écart entre la capacité d'hébergement et les effectifs étudiants se creuse*

CAMPUS de OUAGADOUGOU

- Nombre de lits : 303
 - Nombre d'étudiants prévus 2011/2012 : 400
 - Capacité d'hébergement: 75%
- Possibilité de se loger en ville

3

CAMPUS de KAMBOINSE

- Nombre de lits : $590+130 = 720$ lits
- Nombre d'étudiants prévus 2011/2012 : 1000 en septembre et 1250 en janvier 2012
- Capacité d'hébergement:
72% (septembre) et 58 % (janvier)

4

Source	Type	Avancement	Nombre	Disponible
Coris Banque	Prêt via Immodev	Accord de principe – en cours d’instruction	120	Sept 2012
Banque mondiale	Don via Burkina Faso	Accord de principe – en cours d’instruction	480	Sept 2012
BOA (Burkina Faso + Mali)	Prêt à 2iE (ss réserve accord AFD)	Accord de principe	240	Janvier 2013
AFD	Prêt concessionnel	Discussions en cours	240	Juin 2013

Total : 1080 chambres
Coût 6.3 milliards de FCFA

vue 15462

ZiE 12814

Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

RAPPORT DU COMITE ACADEMIQUE

Rôle du Comité académique

Le Comité Académique s'assure que les formations dispensées à ZiE répondent aux meilleurs standards internationaux en matière d'enseignement supérieur :

- Contenus des formations ;
- Compétences et qualification des enseignants permanents et vacataires ;
- Système d'évaluation et de suivi des enseignements ;
- Adossement des Formations à la recherche ;
- Développement de l'Ecole doctorale ;
- Le processus qualité et la certification internationale des diplômes du ZiE ;

Le Comité Académique analyse et oriente le développement des principaux partenariats en matière d'enseignement et de recherche.

Composition du comité académique

- Président : Pr. Armand MOYIKOUA, Président de la CRUFAOCI, Président de l'Université Marien NGOUABI (en remplacement du Professeur Innocent COULIDIATY)
- Membres: - Pr Isabelle POULIQUEN Université de Marseille Cézanne
- Les professeurs associés
- Secrétaire: Directeur des Etudes de ZiE

I. TRAVAUX EFFECTUES

I-a) Processus de la certification ISO 9001: Principaux éléments du certificateur

Points Forts :

- Fort engagement et implication de la direction dans le déploiement du système
- Très bonne maîtrise de l'environnement du secteur d'activité
- Intégration des outils informatiques dans la gestion des opérations

Points Faibles :

- Gestion des enregistrements (classement)
- Gestion des RH (Maîtrise du processus)

Cohérence entre politique, objectifs et cibles - Avis sur le système de management :

Le système de management mis en place à 2iE répond globalement aux exigences de la norme et est adapté au contexte de l'établissement. Bien qu'étant jeune, il présente un niveau de fonctionnement de base assez solide au regard des dispositions de maîtrise de ces processus opérationnels et des performances réalisées conformément aux objectifs stratégiques définies par la direction.

I-b) Obtention du Certificat l'ISO 9001: 2008

Le certificat a été obtenu pour une durée de trois ans avec des audits de suivi annuels (voir copie en annexe).

I-c) Suivi des indicateurs

Processus	Intitulé	PQ	Cible	Septembre 2011	Octobre 2011
PM1	Atteinte des indicateurs du POS	AXE 3	80%	80 %	En cours
	Atteinte des indicateurs des comités	AXE 3	80%	80 %	En cours
PM2	Réalisation du plan de formation	AXE 1	80%	100 %	100 %
PM3	Part des coûts directs de l'enseignement dans les recettes des frais de scolarité	AXE 4	≤ 35%	28%	2011/2012 en cours
	Délais de mesure et d'analyse des objectifs du POS relatif à la formation (par rapport au CA)	AXE 3	14j	10J	22 jours
	Atteinte des objectifs du POS relatifs à la formation	AXE 3	80%	84 %	En cours
PO1	FI Description écrite des diplômes	AXE 1	100%	100%	100%
	Atteinte des effectifs requis pour ouverture nouvelle formations	AXE 2	Toutes les formations	4/5	Pas de nouveaux chiffres
FD	Description écrite des diplômes	AXE 1	100%	100%	100%
	Atteinte des effectifs requis pour ouverture nouvelle formations	AXE 2	Toutes les formations	11/11	Pas de nouveaux chiffres
FC	% d'offres acceptées	AXE 2	95%	100%	Pas de nouveaux chiffres
	Taux de demande de formations honorées	AXE 4	90%	100%	Pas de nouveaux chiffres
PO2	FI Délais de réalisation de l'EDT avant le début du semestre	AXE 1	14j	21j	3 mois

		Nombre de contrat signé après le démarrage des cours	AXE 4	3	2 en 2010 2011	1 en 2011/2012
		Taux d'enseignement non pourvu	AXE 1	5%	99,57%	0%
	FD	Nombre de tuteur changé en cours de formation par filière	AXE 4	2	3	Pas de nouveaux chiffres
		Délais de mise en ligne de l'EDT semestriel avant le début du semestre	AXE 1	14j	7	21J
	FC	Taux de formation avec modification ou difficulté pour les salles	AXE 2	5%	0%	0%
		Taux de formation prévues et reportées	AXE 2	5%	0%	0%
PO3	FI	Taux de réussite	AXE 1	80% en L 90% en M	73% en L et 87% en M	Pas de nouveaux chiffres
		Taux d'insertion professionnelle	AXE 1	90% 6 mois après		63% à 2 mois de la sortie
		% de réalisation des enseignements	AXE 1	99%	100%	100%
		Taux de recouvrement des frais de scolarité	AXE 4	90%	92%	97%
	FD	Taux de réussite	AXE 1	80% en L et M	60%	Attente résultats scolaires
		Taux d'abandon	AXE 2	10%	5%	Pas de nouveaux chiffres
		Nombre de sollicitation par étudiant par filière et par mois	AXE 2	1	1	Pas de nouveaux chiffres
	FC	Taux de formation non réalisées	AXE 2	5%	0%	Pas de nouveaux chiffres
		Taux de formation avec une note d'évaluation de la formation <13	AXE 1	0%	0	Pas de nouveaux chiffres
PS1		Réalisation des audits internes dans les délais prévus	AXE 3	80%	100 %	100%
		Tenue des tableaux de bord	AXE 3	80%	100%	100%
		Taux des NC/AC/AP traités	AXE 3	80%	100%	100%
PS2		Nombre de réclamation étudiant liée à la vie étudiante	AXE 2	5	0	0
PS3		Nombre de NC concernant les infrastructures traitées	AXE 2	5	1	1

PS4	% des sites WEB à jour	AXE 3	80%	90%	100%
	Nombre de visite des sites WEB	AXE 2	1500/j	1918	1918
	Réalisation du plan de communication	AXE 4	80%	91%	90%

Indicateurs de synthèse

Nombre total d'indicateurs : 36	Atteint	17	94,4 %
Nombre d'indicateurs mesurés : 36	Non atteint	1	5,4%
	Non applicable	18	

On peut dire que notre SMQ et notre politique qualité sont efficaces si 80% des indicateurs applicables sont atteints

Des actions correctives et d'améliorations sont donc mises en œuvre pour améliorer l'efficacité de notre SMQ.

II. SUITE DES OPERATIONS

II-a) Système de management de la qualité

Le prochain audit de suivi de 2iE est donc prévu entre fin avril et début mai 2012.

Avant cet audit, le suivi quotidien a été vérifié par Mme POULIQUEN en sa qualité de membre du comité académique.

II-b) Accréditation par la Commission des titres d'ingénieur (CTI)

- 2iE devra fournir à la CTI un rapport intermédiaire – pour la fin de l'année 2012- portant sur :
 - ✓ l'évolution en quantité et qualité du recrutement
 - ✓ les prévisions budgétaires de la formation d'ingénieur (suite à la fin des financements extérieurs)
- en outre 2iE préparera le passage à 4 diplômes accrédités : chaque option actuelle deviendra une spécialité.

II-c) Mise en place du pôle accueil et intégration

Ce pôle est destiné à mieux encadrer les élèves et favoriser leur réussite scolaire et professionnelle

II-d) Acquisition de 2 logiciels pour accroître l'efficacité de la gestion académique

- Logiciel de suivi budgétaire (acquis)
- Logiciel de scolarité (en cours)

BUREAU VERITAS
Certification



Certification

Attribuée à

FONDATION 2IE

Institut international d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement

Rue de la science, 01 B.P 594, OUAGADOUGOU

Bureau Veritas Certification certifie que le système de management de la qualité de l'entreprise susmentionnée a été évalué et jugé conforme aux exigences de la norme :

Standard

NF EN ISO 9001: 2008

Domaine d'activité

CONCEPTION ET REALISATION DES OFFRES DE FORMATIONS

Date de certification originale : **02 août 2011**

Sous réserve du fonctionnement continu et satisfaisant du système de management de la qualité de l'entreprise, ce certificat est valable jusqu'au : **02 août 2014**

Pour vérifier la validité du certificat appelez au : 00 212 522 543 540

Tout éclaircissement sur cette certification peut être obtenu auprès de l'entreprise certifiée.

Date : 28 septembre 2011

Numéro d'affaire : **4351402**

Omar BENAICHA
Directeur Général

Eric PARISOT
Directeur Afrique du Nord

cofrac



**CERTIFICATION
D'ENTREPRISES
& DE PERSONNELS**

ACCREDITATION
N°4-0535
PORTEE
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Maroc - 7, boulevard de la résistance, 20310 Casablanca - Maroc

BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Maroc - 7, boulevard de la résistance, 20310 Casablanca - Maroc



Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

2iE 12 8 14

RAPPORT DU COMITE ETHIQUE

Ce présent rapport traite de la reconstitution du Comité d'Ethique et présente les travaux dudit Comité depuis l'Assemblée Générale du 02 Juillet 2011, tenue à Libreville.

Recomposition du Comité

Suite au départ à la retraite de Youssouf Guindo, précédemment Secrétaire du Comité Ethique et Médiateur, le Comité compte désormais 4 membres au lieu de 3. Mme Gwladys Congo et Mr Abibou Ciss sont entrés respectivement comme Médiateur et Secrétaire du Comité. Sa composition est comme suit :

Nom Prénoms	Rôle
ABOUBAKARI Abdoulaye	Président
SAGNON Bernardin	Expert (conseiller juridique ZiE)
Gwladys CONGO	Médiateur ZiE
CISS Abibou	Secrétaire du Comité

Le Comité travaille par courriels. Ses travaux ont porté sur les deux points suivants :

1. La mise en place d'une Stratégie Genre au ZiE
2. L'amendement et la Mise en œuvre du Code d'Ethique

1. LA MIS EN ŒUVRE D'UNE STRATEGIE GENRE AU ZIE :

Il a été arrêté un calendrier de mise en œuvre comme suit :

- **Octobre 2011** : *préparation et lancement d'un questionnaire aux équipes et aux étudiants ZiE sur le Genre*
- **5 novembre** : *réception de tous les questionnaires*
- **15 novembre** : *dépouillement et analyse des questionnaires réalisés*
- **30 novembre** : *Projet de document de cadrage réalisé*
- **Début décembre** : *circulation du document*
- **Début janvier** : *validation du document*
- **Fin janvier** : *présentation du document au Comité stratégique*

2. L'AMENDEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DU CODE D'ETHIQUE

a) L'amendement du Code d'Ethique :

Le Code Ethique avait été approuvé par le Conseil d'Administration du 24 Mars 2011. Néanmoins, vu les évolutions au niveau de la composition du Comité Ethique, il s'est avéré nécessaire de proposer des amendements sur le chapitre 8 portant « **Mécanismes d'application du présent Code** » comme suit :

- *Ancienne formulation :*

« Le **conseil d'administration** de la Fondation est responsable de **veiller au respect** de ce Code. Il peut cependant **déléguer** en tout ou en partie ces responsabilités au comité d'éthique, composé de 03 membres, dont le secrétaire général est assuré par le médiateur du 2iE. »

- *Nouvelle proposition :*

« Le **Conseil d'Administration** de la Fondation **veille au respect** de ce Code d'Ethique. Il peut cependant **déléguer** entièrement ou partiellement ces responsabilités au Comité d'Ethique. »

b) La mise en œuvre du Code d'Ethique

Le Comité propose dans un premier temps de faire une large diffusion du présent Code d'Ethique auprès des personnes auxquelles il est destiné, à savoir :

- Les membres du Conseil d'Administration
- Les membres des comités,
- Les cadres, enseignants et chercheurs,
- Les employés

Une liste nominative de diffusion avec les émargements des chaque personne concernée sera établie. Ceci attestera que chaque personne concernée a pris connaissance du Code et y adhère volontairement. Toutefois, le Comité propose que l'approbation du Code d'Ethique par le Conseil d'Administration soit considérée comme son acceptation par chacun de ses membres.

Dans une seconde phase, le Comité propose une liste d'indicateurs susceptible de rendre compte sur le respect de ce Code. A cette fin, il a identifié les quatre (4) indicateurs suivants :

1. Cas de manquements aux devoirs et obligations généraux
2. Cas de non respect des règles applicables après la cessation de service.
3. Cas d'irrespect des devoirs civiques et des valeurs à promouvoir
4. Cas de non-conformité aux procédures de divulgation et de dénonciation

Le Comité d'Ethique propose de rendre compte au Conseil d'Administration toutes les fois que l'une des situations ci-dessus sera observée et portée à sa connaissance ; il vérifiera au préalable le traitement qui a été alors appliqué et en informera le Conseil d'Administration.

ANNEXES : (2 documents)

A- CODE D'ETHIQUE (avec amendement proposé)

B- RAPPORT DU MEDIATEUR (pour la période Juillet- Octobre 2011)

CODE D'ETHIQUE DU ZIE

Préambule

Le Conseil d'Administration de la Fondation ZiE du 24 mars 2011, tenu à Ouagadougou a adopté le Code d'Ethique relatif à la responsabilité managériale, à l'orthodoxie financière et la gestion des ressources humaines dans la mission de formation, de recherche et d'appui au développement.

Le présent Code a pour objet d'établir des règles de conduite applicables à toutes l'équipe du ZiE, à savoir aux :

- membres du Conseil d'Administration,
- membres des Comités,
- cadres, enseignants et chercheurs,
- employés.

En vue de maintenir et de promouvoir l'intégrité, l'objectivité et la transparence de leurs fonctions de façon à préserver leur capacité d'agir au mieux des intérêts et de la mission de la Fondation.

La Fondation s'engage à veiller à ce que ses activités :

- respectent les lois et règlements ;
- respectent les documents constitutifs en vertu desquels elle été constituée tels que ces documents ont pu être modifiés de même que les règlements et programmes qu'elle a adoptés et les contrats auxquels elle est partie ;
- poursuivent la mission et les objectifs qu'elle s'est donnés ;
- s'exercent dans le respect des personnes ;
- soient conformes à des normes élevées d'intégrité ;
- répondent à des critères supérieurs d'excellence.

1. Devoirs et obligations généraux

- 1.1- Agir avec intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi au mieux des intérêts de la Fondation comme le ferait en pareilles circonstances une personne responsable et prudente.
- 1.2- Agir au mieux des intérêts du ZiE et éviter toute situation de conflit entre l'intérêt du ZiE et son propre intérêt ou celui d'un tiers.

- 1.3- Ne pas utiliser à son profit ou au profit d'un tiers, l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions. Le 2iE détient le droit de propriété des résultats ou produits émanant de l'exercice des fonctions de chacun.
- 1.4- Organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.
- 1.5- Refuser d'accepter ou convenir d'accepter un cadeau, un privilège ou une faveur d'une tierce personne, de façon directe ou indirecte.
- 1.6- Se consacrer, en mobilisant ses talents, expériences, connaissances et relations à effectuer les tâches qui lui sont assignées dans le respect des agendas.
- 1.7- Respecter tous les acteurs internes ou externes et travailler avec eux de manière équitable en toutes circonstances.
- 1.8- Préserver l'environnement des sites de la Fondation 2iE.
- 1.9- Collaborer avec les communautés riveraines des sites du 2iE dans le respect de leurs us et coutumes.
- 1.10- Respecter, user et utiliser avec soins le patrimoine de la Fondation.
- 1.11- Utiliser les biens exclusivement aux destinations légitimes au compte du 2iE

2. Règles applicables après la cessation des fonctions

- 2.1- L'Administrateur, le Directeur ou le Chef de service qui a cessé d'exercer ses fonctions au 2iE doit se comporter de façon à ne tirer d'avantages indus de sa charge antérieure.
- 2.2- Dans l'année qui suit la fin de sa charge d'Administrateur, de Directeur ou de Cadre il ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue, ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public, au sujet d'une procédure, d'une négociation ou d'une autre opération à laquelle la Fondation 2iE est partie prenante.

3. Devoir civique et valeur à promouvoir

- 3.1- Signaler à sa hiérarchie directe, toute pratique douteuse susceptible de compromettre, l'entente, la cohésion voire la bonne marche du 2iE
- 3.2- Adopter à quelque niveau que ce soit et envers qui que ce soit, une attitude et un comportement qui puissent inspirer ainsi la plus entière confiance et la garantie infaillible auprès des partenaires.

3.3- Avoir la faculté de travailler en équipe pour un objectif commun, dont les comportements clefs seront :

- partage des responsabilités,
- collaboration, coopération, consultation, coordination, compréhension mutuelle, respect, entraide, camaraderie,
- préoccupation, solidarité, communication, dialogue, motivation, reconnaissance, crédit,
- Volonté, dévouement et confiance.

4. Procédure de divulgation et de dénonciation

Tout acteur du 2iE, peut et doit faire la divulgation ou la dénonciation en utilisant la règle hiérarchique ou les plates formes d'échanges et de communication reconnues au sein du 2iE. Cependant, les acteurs s'engagent à ne pas agir de façon frivole, malicieuse ou calomnieuse.

5 .Protection et garantie

L'autorité hiérarchique doit agir, après enquête avec prudence afin de réparer les préjudices.

6. Durée d'application

Ce Code entre en vigueur à partir de sa date de d'approbation par le Conseil d'Administration.

7. Sanctions

- 7.1-** Toute personne qui violerait ce Code est passible d'une sanction dans un esprit de reconnaissance ou de réparation du préjudice, le tout conformément au règlement intérieur (article 10).
- 7.2-** La réprimande verbale en public doit être évitée au maximum à quelque niveau de la hiérarchie.

8. Mécanismes d'application du présent Code

Le **Conseil d'Administration** de la Fondation **veille au respect** de ce Code d'Ethique. Il peut cependant **déléguer** entièrement ou partiellement ces responsabilités au Comité d'Ethique.



Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement
International Institute for Water and Environmental Engineering

Conseil d'Administration de la Fondation 2iE

Kamboinsé, le 18 novembre 2011

RAPPORT DU MEDIATEUR

Après le départ à la retraite de Monsieur Youssouf GUINDO, précédemment Médiateur, la Direction Générale nous a fait l'honneur de nous porter à cette fonction le 1^{er} avril 2011 par décision n°5/2001.

Les activités menées sur la période d'avril à octobre 2011 ont été importantes tant en nombre qu'en terme de sensibilité.

Durant cette période, les préoccupations rencontrées relevaient essentiellement du domaine académique. Au niveau du personnel, aucune préoccupation n'a été soumise.

De toutes les questions à caractère académique, seul le problème posé par des étudiants de Master spécialisé GIRE et GEER n'a pas été entièrement résolu par leur faute. La question est liée à une annonce mensongère publiée dans la presse du Burkina (Journal Le PAYS n°4901 en date du 5 juillet 2011) dans laquelle ils avaient diffamé 2iE de n'avoir pas remis les diplômes six mois après les soutenances alors que les diplômes étaient disponibles depuis le mois de mai 2011 suite au dernier Conseil des Professeurs tenu le 12 mai 2011.

Il est à noter que les dernières validations ont eu lieu au mois d'avril 2011 et non en décembre comme le laisse penser l'article.

Nous signalons également que :

- 12 de ces étudiants ont bénéficié d'une prise en charge totale de leur frais de scolarité, négociée par le 2iE auprès de ses partenaires financiers ;
- 04 d'entre eux ont été pris en charge à hauteur de 50% de leurs frais de scolarité financés par le 2iE ;
- Seuls 02 ont entièrement financé l'ensemble de leurs frais de formation.

Suite à la saisie du médiateur par les étudiants, ceux-ci ont reconnu leur tort fait à la Fondation 2iE et présenté des excuses orales et écrites.

Cependant, par parallélisme de forme, nous leur avons demandé de publier par les mêmes canaux leur démenti comme l'a d'ailleurs fait le Directeur des Etudes et des Services Académiques en son temps pour son droit de réponse.

Malgré nos multiples relances, les étudiants n'ont pas encore fait paraître leur démenti dans la presse.

Le tableau ci-après présente les différentes sollicitations ou préoccupations soumises ainsi que les solutions envisagées.

PERIODE	PARTIE PRENANTE	PREOCCUPATIONS /SOLLICITATIONS/MOTIFS	ENTITE 2iE CONTACTEE	ACTIONS ENTREPRISES /RESULTATS
avril 2011	Une étudiante de la promotion L1B 2010-2011	Fausse alerte de la sécurité (avortement) ; l'intéressée a prouvé que ce n'était pas un avortement	Chef de la sécurité	L'infirmier fut sollicité pour faire le constat qui a abouti à un non-lieu
juillet 2011	Délégués de la promotion L3 2010-2011	Vu le taux élevé d'échec en L3D, demande une session de rattrapage.	DESA	Les critères de diplomation ont été confirmés.
	Le Comité des élèves	Pour l'ouverture du restaurant pendant les vacances.	DESA	Les restaurants ont été réouverts sur les deux sites
	4 étudiants en GEER et en GIRE 2009/2010 individuellement et un groupe d'étudiants	Plaide pour leur innocence par rapport à l'écrit dans le journal le Pays. Demande à faire entendre leur cri de cœur auprès de la direction afin d'obtenir leur diplôme.	DIRECTION GENERALE	Contre-proposition, la Direction demande un démenti public dans le journal
août 2011	Deux boursiers UE Ministère	Demande à participé à la session de rattrapage.	DESA	Avis non favorable Ils ne remplissent pas les critères de rattrapage
sept 2011	Le Comité des étudiants + Les délégués de classe	Demande de pardon suite au refus de faire les examens de rattrapage par les étudiants de L2. Demande la reprise du rattrapage.	DESA	Avis non favorable Le calendrier de rentrée initial ne permet pas d'organiser un rattrapage

sept - oct 2011	Deux étudiants boursiers du Mali	Demande d'excuse au DESA. Ils se sont présentés au DAF parce qu'ils étaient dans un besoin d'argent et qu'il fallait avoir le n° de tél. du DAF afin de le mettre en contact avec leur ministère.	DESA	Le DESA a accepté les excuses
	Le Comité des étudiants	L'insuffisance des chambres pour loger les étudiants.	DESA	Les L3GR et les L3D ont été transférés sur le site de Ouagadougou
	Le Comité des étudiants	Les salles de classe ne peuvent pas contenir le nombre d'étudiants en M1 et L3D	DESA	Les travaux sur les nouvelles salles de classe ont été accélérés. Le problème est résolu
	Une étudiante en GIRE 2009/2010	Demande un examen de rattrapage	DESA	Traitement en cours : elle passera l'examen au même moment que les étudiants de la FOAD.

Conclusion :

- Notre mission quoique réalisée sur une courte période a contribué à améliorer le climat social entre les étudiants et l'administration.
- Félicitons la Direction Générale de 2iE à maintenir l'esprit d'écoute et de dialogue à l'égard des étudiants.

Ouagadougou, le 25 octobre 2011

Le Médiateur



Mme Gwladys CONGO

Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

RAPPORT DU COMITE EMPLOI

Composition du comité Emploi

- Président : M. Mamadou DIA, président de l'AAE
Représenté par M. Jules Arba OUEDRAOGO de l'ONEA
- Membres : AAE, BERD, CC3D, PPI, IGIP Afrique, VERGNET
- Secrétaire: Directeur de l'Innovation, du Management et de l'Entreprise du ZiE

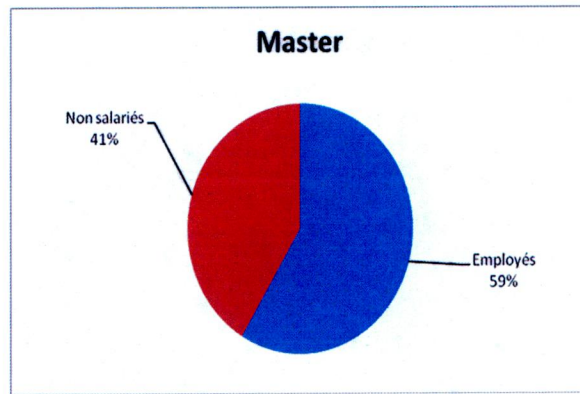
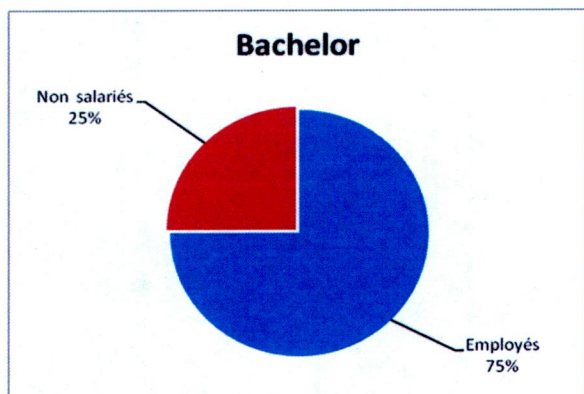
1. FEUILLE DE ROUTE POUR LE CA DU 24 MARS 2011

- Bilan des journées entreprises et des journées thématiques
- Point des conventions
- Définition des nouveaux indicateurs conformes au POS 2011-2015

2. ACTIVITES REALISEES

- Statistiques à 2 mois
- Bilan des journées entreprises et des journées thématiques
- Informations sur le Technopole
- Point des conventions
- Point sur les nouvelles formations
- Définition des nouveaux indicateurs conformes au POS 2011-2015 (à réaliser avant le 15/11)

a. Statistiques sur les diplômés



La première analyse montre que 92% travaillent dans le secteur privé et associatif et 8% dans le secteur public

b. Les Journées Entreprises

L'un des challenges de 2iE est d'assurer l'emploi des diplômés dans un contexte de croissance des effectifs. Initiées dans cet esprit, les Journées entreprises sont essentiellement un forum pour le recrutement des diplômés.

L'édition 2011 s'est déroulée du 16 au 17 juin sous le double parrainage du Président de la Chambre de commerce du Tchad et le Vice-président de la Chambre de commerce du Burkina Faso. A cette occasion, on a enregistré :

- 70 entreprises, 10 institutions et 7 ONGs y ont participé
- 40 stands tenus par les entreprises
- Une conférence-débats (entreprises, professionnels, étudiants) sur le thème « **Comment nouer des partenariats durables entre l'Enseignement supérieur et les entreprises afin de soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement durable de l'Afrique ?** »
- des forums de recrutement organisés dans des salles réservées aux entreprises : plus de 400 stages ont été obtenus par les étudiants
- Un forum thématique sur le Génie Civil : 10 entreprises y ont pris part
- Un Concours d'innovation technologique lancée par la société ESSAKANE sur les techniques de protection des plans d'eau en milieu désertique
- Le lancement officiel du Technopole 2iE
- L'organisation du concours du meilleur projet de création d'entreprises.

c. Informations sur le Technopole 2iE

- **Point junior, pépinière et incubateurs**
 - 7 bureaux de juniors entreprises ont été élus (décision du comité de pilotage pour accroître la concurrence)
 - 2 entreprises ont intégré le Technopole en 2011 (INNOFASO en nutrition et SIREA Afrique en automatisme)
 - 2 projets en incubation en 2011 (suite au concours organisé par Essakane)
- **Espace échanges**
 - Journées entreprises = 14 au 15 juin 2012
 - Journée thématique de réflexion sur les innovations avec les entreprises (date en cours de fixation avec les entreprises partenaires)
- **Participations à des compétitions internationales : 2iE est de plus en plus sollicité !**
 - Défi Bouygues, du 1^{er} au 02 décembre 2011, Paris
 - Global Social Venture Compétition, Berkeley (USA) : en janvier 2012
 - Défi Total (énergies nouvelles), Paris
 - Global Management Challenge à Kiev en Ukraine

d. Point des conventions au 30 septembre 2011

Les partenariats ont été recensés et structurés en 3 grandes parties :

- Partenariats recherche (16 conventions et 4 en discussions)
- Partenariats formation-Stage (19 conventions et 7 en discussions)
- Partenariats expertise (4 conventions et 2 en discussions)

Deux nouveaux partenariats ont été signés avec :

- AREVA pour la formation des étudiants en Maintenance engins
- Campus Afrique Centrale (avec S.E.E.G)
 - Convention signée et montage juridique en cours;
 - Accord de siège et subvention du Gabon
 - Programme opérationnel 2011-2012
 - Démarrage activités en 2012

e. Point sur les nouvelles formations professionnelles

- Démarrage d'un Master en Gestion de la qualité en formation à distance
- Deuxième promotion des Master WASH et Master en Gestion durable des Mines
- MBA Entrepreneuriat-Eco-innovation : conclusion de l'accord avec l'Université de Paris Dauphine, démarrage de la communication pour une rentrée au premier semestre 2012

f. Le cercle des DRH

Pour mieux formaliser cette approche entreprise et écoles (analyse des besoins, compétences, nouvelles formations, observatoire métiers).

3. FEUILLE DE ROUTE POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MARS 2012

- Indicateurs selon le nouveau POS
- Définition des statistiques à 6 mois
- Etat des conventions et des points sur les conventions en discussion



Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

RAPPORT DU COMITE RISQUES

Date de la dernière rencontre : 11 octobre 2011

Présents :

- Monsieur Ahmed BAGRE, ZiE
- Monsieur Blaise BAMA, ZiE
- Monsieur Boukari OUEDRAOGO, ZiE
- Monsieur Luis GOROSTIZA, ZiE
- Monsieur Francis SEMPORE, ZiE, Secrétaire de séance

Absent excusé : Monsieur Bruno OCHS, SOGEA SATOM, Président

Préambule :

Il est rappelé que le comité Risques ne prend en compte que les actifs non financiers.

Rappel des effectifs :

- Rentrée 2009 : 850 étudiants
- Rentrée septembre 2010 : 1025 étudiants
- Rentrée janvier 2011 : 1233 étudiants
- Rentrée septembre 2011 : 1330 étudiants

Sites	Ouagadougou	Kamboinsé	Deux Sites
Nombre d'étudiants internes	269 (53 %)	588 (71%)	857 (64 %)
Nombre d'étudiants externes	234 (47 %)	239 (29%)	473 (36 %)
Total	503	827	1330

- Prévisions 2015 : 2000 étudiants.

1. RISQUES D'INTRUSION

Dans le cadre du plan d'investissement, il a été engagé la construction d'un mur de façade (côté Ouest de la voie principale) au niveau du site d'extension de Kamboinsé. Les travaux sont engagés depuis le 15 septembre 2010 pour la construction de ce mur de façade d'un linéaire de 600 mètres et les risques actuels en lien avec les intrusions sont identifiés au niveau de la zone non clôturée d'un linéaire de 2500 mètres.

L'accès non autorisé des populations riveraines dans un but de ramassage de bois, de cueillette ou d'accès à l'eau est une réalité qui peut devenir source de litige à la longue avec l'augmentation des effectifs sur ce site. De même, la divagation des animaux (vaches, chèvres...) peut être source de conflits d'autant qu'ils sont propices à la destruction des plantes d'ornements et vecteur de maladies.

Le plan d'investissement prévoit la clôture intégrale du site d'extension et il est à noter qu'une piste de contournement a été aménagée pour éviter la traversée du site par les riverains.

Le risque d'intrusion relatif à l'absence de clôture sur une partie du site d'extension de Kamboinsé sera ainsi levé avec l'achèvement de la clôture intégrale (plan d'investissement).

a) Observations :

- la mise en œuvre des macarons tel que stipulée dans le précédent rapport du Comité Risques (CA du 24 mars 2011) est effective depuis septembre 2011 et concerne tous les engins roulants (véhicules et engins à 2 roues) aussi bien pour le personnel que pour les étudiants ;
- la finalisation des travaux (clôture ouest - site d'extension (Kamboinsé) en décembre 2011 ;
- la clôture intégrale programmée dans le cadre de la prochaine tranche des travaux à venir.

b) Recommandations :

Renforcement du contrôle d'accès dans les locaux sensibles (labos, salles informatiques...)

2. RISQUES INFORMATIQUES

Les données stockées sur les lecteurs réseau font l'objet de sauvegardes quotidiennes qui permettent d'opérer les restaurations en cas incidents. Les sauvegardes sont mises en place de façon redondantes sur les deux sites pour se prémunir d'un désastre localisé.

La protection anti virus est assurée par une solution réseau. Le risque informatique (intrusions, attaques et pertes des données) est toujours présent mais les dispositions exigées en la matière sont mises en œuvre. Les logiciels utilisés au 2iE sont sous licence.

Une mise à niveau du système d'information (S.I.) du 2iE a été effectuée sur la base des résultats des audits réalisés sur la période 2006-2010.

Les indicateurs retenus pour la sécurisation/renforcement du S.I. sont les suivants :

- Installations d'une baie de stockage en 2012 (environ 25 millions de FCFA) : En cours

- Installation d'un système de backup automatisé en 2012 (environ 20 millions de FCFA : En cours)
- Renforcement de la Boucle Radio Locale (BLR) Ouagadougou-Kamboinsé en 2012 (environ 10 millions de FCFA) : En cours
- Construction et équipement d'une nouvelle salle de serveurs en rez-de-chaussée (RDC) en 2013 (environ 100 millions).

Les procédures de passation de marché ont entraîné un retard dans la mise en œuvre de la sécurisation/renforcement du SI.

a) Observations :

- Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation au profit du personnel et des étudiants sur la protection et la sécurisation des données
- La Boucle Radio Local (BLR) ayant été mise hors service pendant les mois de juillet et août 2011 a été rétablie

3. RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Problème de la pompe de relevage de la STEP (site de Ouagadougou)

Des campagnes d'affichage concernant la manipulation des produits chimiques au niveau des laboratoires sur le site K1 ont été organisées.

Avec l'augmentation des effectifs et l'imperméabilité du sol nu sur le site d'extension (Kamboinsé), les puits et tranchées d'infiltration recueillant les eaux usées sont rapidement saturés. Cette situation crée des risques sanitaires dus aux écoulements en surface de ces effluents des fosses septiques.

a) Observations :

- Campagnes de formation et de sensibilisation du personnel manipulant les produits chimiques : campagnes de formation sur l'hygiène mises en œuvre (streaming)
- Mise en place d'un réseau d'eaux usées et d'une unité d'épuration sur les sites d'extension (Kamboinsé) : étude en cours.
- Campagnes de formation et de sensibilisation du personnel manipulant les produits chimiques : En cours
- Mise en place d'un réseau d'eaux usées et d'une unité d'épuration sur les sites d'extension (Kamboinsé) : Mise en œuvre d'un pilote courant 2012

b) Recommandations :

- Remise en fonctionnement de la pompe de relevage de la STEP (Ouagadougou).

4. RISQUES LIES AUX ACTIVITES DE CONSTRUCTION

Les travaux d'extension et de réhabilitation ont démarré en juin 2010 et vont se poursuivre jusqu'en mars 2012. Ces activités créent un risque potentiel vis-à-vis des étudiants, du personnel et des prestataires de services.

Toutefois, des mesures préliminaires pour limiter ces risques ont été mises en place dès le démarrage des travaux et sont globalement bien suivies.

Une sensibilisation a été menée auprès des étudiants et du personnel pour les préparer aux perturbations inhérentes à ces travaux de construction.

Taux d'avancement des chantiers :

- Bloc pédagogique Ouagadougou : 100 %
- Bloc scientifique Ouagadougou : 32 %
- Lot Kamboinsé : 65 %

La rénovation des bâtiments est programmée pour fin 2011/début 2012. Les bâtiments concernés sont :

- Site de Ouagadougou : anciens logements étudiants et centre de documentation et d'information (CDI)
- Site de Kamboinsé : logements étudiants du site historique

Les dispositions d'usage seront prises également pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

5. RISQUES LIES A LA SECURISATION ELECTRIQUE

En 2010, le 2iE a dû recourir à la location d'un groupe électrogène de secours pour le site de Ouagadougou et à la mise en route régulière du groupe électrogène du site de Kamboinsé pour faire face aux délestages. En 2011, la situation ne s'est pas améliorée et 2iE avec le risque d'augmentation de la facturation énergétique (location groupes électrogènes). Aussi 2iE a entrepris la mise en place de groupes électrogènes de secours sur les sites de Ouagadougou et de Kamboinsé.

La mise à niveau des installations électriques existantes sera effectuée dans le cadre de la rénovation des bâtiments existants.

a) Observations :

- Dans le cadre des travaux de réhabilitation/rénovation (dortoirs des 2 sites et bâtiment CDI), un accent particulier est accordé à la mise à niveau des installations électriques (étude programmée de mars à mai 2011 : élaboration du cahier de charges) : travaux en fin 2011/début 2012
- Les travaux de pose d'un groupe électrogène de secours sur le site de Ouagadougou sont en cours (mise en route en 2012)
- L'attribution du marché relatif à la fourniture et à la pose de Groupes électrogènes sur les sites de Kamboinsé est effective (mise en route en 2012)

6. ALIMENTATION EN EAU

L'alimentation en eau potable des sites de Ouagadougou et de Kamboinsé est assurée par l'ONEA. Le site de Kamboinsé dispose en supplément d'un système interne (eaux souterraines mobilisées au travers de 4 forages). A Kamboinsé un dispositif a été étudié pour permettre d'utiliser une alternance des eaux des forages existants ou les eaux du réseau ONEA dans un souci de sécurisation du service d'eau.

Le contrôle de la qualité des eaux de consommation à Kamboinsé est assuré par le laboratoire de chimie des eaux du 2iE

a) Recommandations

- Réutilisation des eaux épurées de l'EPI (épuration par percolation et infiltration sur lit de sable) pour diminuer la pression sur la ressource en eau.
- Prévoir une pompe en réserve pour le forage (Kamboinsé)

7. DEFENSE INCENDIE

Le réseau défense incendie sera pris en compte dans le cadre des études voiries et réseaux divers (VRD) en cours. Cette étude sera menée de concert avec le service des sapeurs-pompiers.

Un audit des dispositifs existants de lutte contre l'incendie est effectué périodiquement et fait l'objet d'un contrat de maintenance (extincteurs).

Une visite technique a été effectuée en janvier 2011 pour la mise en place d'extincteurs pour couvrir l'ensemble des infrastructures.

La mise aux normes est prévue dans le cadre du plan d'investissement.

Une formation permanente au secourisme est à initier et à généraliser auprès des étudiants et du personnel d'ici fin 2011. Les vigiles avaient été formés et un recyclage a été opéré au cours du mois d'août 2011. Les indicateurs retenus pour le suivi de cette rubrique sont les suivants :

- Des modules de formation sur le secourisme sont disponibles : d'ici fin 2011
- Un vivier de formateurs est identifié et formé : les vigiles ont été déjà formés

a) Observations :

Une simulation est programmée courant 2012

Une visite technique complémentaire a été effectuée sur les nouveaux sites en vue de la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie

b) Recommandations :

Affichage des consignes générales de sécurité (bureaux, salles de cours, sites d'hébergement...) avec désignation des points de rassemblement en cas d'incendie déclaré

Mise en œuvre des plans d'évacuation par site.

8. RISQUES SANITAIRES

Les risques sanitaires identifiés sont liés au faible taux d'utilisation des restaurants par les étudiants qui fréquentent les restaurants de fortune (maquis) et/ou utilisent les services de cuisinières dans un cadre informel (facilité par l'absence de clôture).

Les actions en cours notamment la construction de nouveaux restaurants et la réhabilitation des anciens pour les mettre aux normes sanitaires vont permettre d'améliorer la qualité du service et une meilleure adaptation à leurs besoins et ainsi d'accroître la fréquentation.

La sensibilisation à l'utilisation de ces nouvelles infrastructures (nouveaux restaurants et/ou restaurants réhabilités) par la majorité des étudiants constitue la première phase des mesures correctives et le contrôle de qualité interviendra dans une seconde phase.

Les étudiants du 2iE ont une assurance maladie avec un plateau technique de base (infirmières en contrat avec l'office de santé des travailleurs - OST) au niveau des différents sites et ce conformément à la pratique en vigueur au niveau international.

Les campagnes de sensibilisation sont menées sur la prévention des risques de contamination (VIH SIDA, épidémies...) – **cf. comité vie étudiante.**

9. RISQUES AU NIVEAU DES LABORATOIRES

Les dispositions prises au niveau des laboratoires sont résumées comme suit :

Désignation	Etat de réalisation	Fin de réalisation
Affichage des consignes de sécurité (anciens laboratoires)	En cours	Fin 2011
Harmoniser les manuels de sécurité au niveau des laboratoires		
Production de fiches de sécurité pour les produits dangereux		
Production des manuels généraux et spécifiques	Mise en œuvre courant 2012	

Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

RAPPORT DU COMITE STRATEGIQUE

RAPPEL DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR NOVEMBRE 2011

- Suivi de la conférence IES Africa 2011
- Continuer la réflexion sur le modèle financier du POS
- Continuer la réflexion sur la filière Energie.
- Filière Agronomie !
- Anglophonie

TRAVAUX EFFECTUES

- Réunions à Libreville le 03/07/11, à Ouaga le 17/11/11 et échanges par courriel.
- Travaux réalisés et en cours de réflexion :
 - Contacts avec la Banque Mondiale pour suivi conférence IES : mise en place d'une demande de financement de 6 millions de dollars via le Burkina Faso et multiples participations du ZiE à des ateliers/conférences
 - Suivi budgétaire : 2 réunions du Comité d'Audit : exécution budgétaire et mise en place d'un logiciel d'optimisation du suivi
 - Recherche de partenariats pour l'achat d'ordinateurs étudiants
 - Décentralisation ZiE :
 - Campus ZiE-SEEG/Veolia : accord signé le 2/07/2011
 - Cameroun (centres de Garoua et Koumba) : en cours de discussion avec la Présidence)
 - Anglophonie :
 - construction d'un laboratoire de langues
 - diverses rencontres/partenariats entre ZiE et des établissements anglophones afin de multiplier les interfaces (Tuskegee, Princeton, KNUST, AUST Abuja, AIST Arusha, ARIST, CONAHEC, IHE Delft NL).
 - Filière Agronomie : projet avec le Mali pour les accompagner sur l'Université de Ségou (Agriculture et Agro-Industrie)
 - Aqua Campus
 - Réforme du ZiE
 - Initiative sur le Genre : promotion des Femmes.

FEUILLE DE ROUTE POUR MARS 2012

- Finaliser la Reforme 2iE
- Continuer la réflexion sur les filières Energie, Agronomie et Mines
- Quel appui de 2iE à l'Enseignement Supérieur en Afrique?
- Programmes de formations Bac-2 à Bac+2
- Anglophonie et ouverture vers l'Asie.

Conseil d'Administration du 18 novembre 2011

RAPPORT DU COMITE VIE ETUDIANTE

Composition du comité

ZiE 12814

Président : Ousséini THANOU, Directeur Général des Ressources en Eau

Secrétaire : Koffi Sewa Da SILVEIRA, ZiE

Membres : Mme Gwladys CONGO, ZiE
Monsieur Sébastien Kany GNOUMOU, ZiE
Mme Bernadette OUATTARA, ZiE
M. Samuel KOALA, OMS
Mme Aguiratou SAVADOGO, Banque Mondiale
Mlle Privilège DOUKAGA, étudiant ZiE
M. Faizatou ROUAMBA, étudiant ZiE

Le comité « Vie étudiante » s'est réuni une (1) fois depuis le Conseil d'Administration du 24 mars 2011.

La réunion a eu lieu le 11 octobre 2011. Au cours de cette réunion dirigée par le président, le comité s'est penché sur la mise à jour des indicateurs. Il a ensuite fait l'analyse des indicateurs renseignés.

Il avait été souligné lors de la réunion préparatoire du CA du 24 mars 2011, la nécessité de renseigner les indicateurs suivant une périodicité trimestrielle de sorte à disposer d'informations très fiables, et de pouvoir analyser plus finement l'évolution de certains indicateurs tout au long de l'année académique. Cette démarche a été suivie partiellement (santé, groupe de contact, médiateur).

En attendant, le pas de temps de l'année académique est maintenu pour l'essentiel, et les données présentées sont celles rendant compte de la situation de l'année académique qui s'est terminée en aout 2011.

L'analyse du tableau de bord révèle que la situation d'ensemble de l'année académique 2010/2011 fait ressortir naturellement, pour certains indicateurs, quelques évolutions par rapport aux années précédentes (2008/2009 et 2009/2010), notamment en ce qui concerne les 9 indicateurs ci-dessous :

1. Problèmes de discipline signalés par la DESA

Quelques rixes (6) entre étudiants de L1 (moyenne d'âge 18-19 ans). Ce nombre est en augmentation par rapport aux années précédentes. Cette progression nous semble logique avec l'augmentation des effectifs.

2. Ratio: nombre de lits / nombre d'étudiants (%)

Le ratio est encore de 55%, le ratio retenu par le POS étant de 75%. Si à Ouaga le ratio est dans la fourchette du POS (75%), le taux est de 50% à Kamboinsé.

3. Equipes sportives

On remarque une augmentation du nombre d'équipes masculines et féminines (de 8 à 11). La grande particularité est l'entrée des équipes féminines (volley, hand et basket) en compétitions dans le championnat des grandes écoles du Burkina.

4. Problèmes non traités par le médiateur

On constate une augmentation (5) par rapport à l'année précédente (1). Cette variation peut trouver son explication dans :

- la mise en place du suivi continu des indicateurs
- les événements de la fin de l'année scolaire 2011 (la suppression du rattrapage des L2)

5. Problèmes traités par le groupe de contact

On note une tendance générale à la baisse.

6. Manifestations socioculturelles et sportives ; conférences relatives à la sensibilisation au SIDA et aux MST

Il en ressort un certain regain d'activités. Les étudiants s'organisent de mieux en mieux pour proposer des activités agrémentant la vie sur les campus, en dehors des activités classiques dans le domaine.

7. Problèmes de santé publique et psychologiques signalés

L'augmentation sensible du nombre de cas constatés pour l'année en cours est due à la mise en conformité de cet indicateur avec les normes de l'OST (Office de Santé des Travailleurs) et non à une recrudescence particulière.

8. Etudiants en situation irrégulière

Le taux de recouvrement des frais de scolarité, initialement de 67% (fin janvier 2011) est à la fin du mois d'octobre de 97%; l'objectif du plan qualité étant de 90%.

9. Manifestations impliquant étudiants/enseignants/administration

La rencontre annuelle de football entre administration et étudiants a eu lieu comme chaque année. La journée de la femme a été très bien célébrée par l'amicale des femmes élèves ingénieurs et stagiaires (AFEIS) avec une forte participation de la direction, des enseignantes et de l'épouse du DG. Les journées entreprises ont été également un succès.

Tableau de bord comparatif

Années académiques 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011

INDICATEURS	SOURCES	PERIODICITE	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Problèmes traités par le médiateur	Médiateur	Annuel	20	12	07
Problèmes non traités par le médiateur	Médiateur	Annuel	04	01	05
Problèmes traités par le groupe de contact	Groupe de contact	Annuel	129	91	78
Problèmes non traités par le groupe de contact	Groupe de contact	Annuel	15	08	10
Problèmes de discipline signalés par la DESA	DESA	Annuel	02	01	06
Conférences relatives à la sensibilisation au SIDA et aux MST	DESA	Annuel	00	01	02
Ratio: nombre de lits / nombre d'étudiants (%)	DESA/ IMODEV	Annuel	101%	80%	1000/1251 80%
Taux d'occupation des lits (%)	DESA	Annuel	97%	85%	788/1000 (79%)
Ratio: nombre d'étudiants/nombre de terrains de sport	DESA	Annuel	676/5 soit 135 étudiants par terrain	856/11 soit 78 étudiants par terrain	*1251/11 soit 113 étudiants par terrain
Equipes sportives masculines	AE-2iE	Annuel	03	05	06
Equipes sportives féminines	AE-2iE	Annuel	01	03	05
Manifestations socioculturelles et sportives	AE-2iE	Annuel	67	34	62
Harcèlements sexuels signalés	DESA	Annuel	00	00	00

Problèmes de santé publique et psychologiques signalés	Service de santé	Annuel	00	00	*06
Cas de grossesse pendant le cycle de formation	DESA	Annuel	04	01	04
Problèmes signalés par le délégué du personnel	DELEGUE	Annuel	06	N/A	00
Problèmes ethniques/religieux signalés	DESA	Annuel	01	00	00
Etudiants sous prêt bancaires	DESA	Annuel	00	18/867	*54/1251
Etudiants sous fonds propres	DESA	Annuel	(44%)	461/867 (53%)	706/1251 (56%)
Etudiants en situation irrégulière (frais de scolarité non payés)	DESA	Annuel	00	00	63
Réunions étudiants/administration	AE-2iE	Annuel	50	20	79
Manifestations impliquant étudiants/enseignants/administration	AE-2iE	Annuel	04	02	06

Annexes

Tableau 1
Service de santé au travail de la fondation 2iE
(Site Kamboinsé : 746 dont 149 de sexe féminin)

Affections	Périodes (2011)										Prévalence		Seuil
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept.	Total	%				
Paludisme	30	13	19	28	38	0	46	174	23,3				
Affections respiratoires hautes et basses (Otites, Angine, Rhinopharyngite, bronchite, pneumonie et bronchopneumonie)	15	24	31	57	23	0	23	173	23,2				
Diarrhée, parasitoses intestinale, gastrites et autres affections digestives	19	18	29	32	17	0	17	132	17,7				
Affection de la peau	6	11	13	8	3	0	5	46	6,2				
Conjonctivite et autres affections de l'œil	6	3	7	4	2	0	2	24	3,2				
Accidents de la voie publique et autres traumatismes	5	8	5	6	5	0	5	34	4,6				
Grossesses	0	1	0	0	0	0	1	2	1,3**				
MST et SIDA													
Accidents lors des activités sportives													

** ce pourcentage est fonction du nombre de filles (149)

Tableau 2
Service de santé au travail de la fondation ZiE
(Site Ouagadougou : 506 dont 107 de sexe féminin)

Affections	Périodes (2011)												Prévalence		Seuil
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept.	Total	%						
Paludisme	29	20	34	49	55	38		225	44,5						
Affections respiratoires hautes et basses (Otites, Angine, Rhinopharyngite, bronchite, pneumonie et bronchopneumonie)	32	44	42	45	52	19		234	46,2						
Diarrhée, parasitoses intestinale, gastrites et autres affections digestives	18	16	27	33	42	12		148	29,2						
Affection de la peau	15	20	19	23	12	10		99	19,6						
Conjonctivite et autres affections de l'œil	11	8	10	3	14	7		53	10,5						
Accidents de la voie publique et autres traumatismes	11	10	9	9	7	2		48	9,5						
Grossesses	2							2	1,9**						
MST et SIDA															
Accidents lors des activités sportives															

** ce pourcentage est fonction du nombre de filles (107)

Tableau 3

Service de santé au travail de la fondation 2IE
(Site Kamboinsé et Ouagadougou : 1252 inscrits dont 256 de sexe féminin)

Affections	Périodes (2011)												Prévalence		Seuil
	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept.	Total	%						
Paludisme	59	33	53	77	93	38	46	399	31,9						
Affections respiratoires hautes et basses (Otites, Angine, Rhinopharyngite, bronchite, pneumonie et bronchopneumonie)	47	68	73	102	75	19	23	407	32,5						
Diarrhée, parasitoses intestinale, gastrites et autres affections digestives	37	34	56	65	59	12	17	280	22,4						
Affection de la peau	21	31	32	31	15	10	5	145	11,6						
Conjonctivite et autres affections de l'œil	17	11	17	7	16	7	2	77	6,2						
Accidents de la voie publique et autres traumatismes	16	18	14	15	12	2	5	82	6,6						
Grossesses	2	1					1	4	1,6**						
MST et SIDA															
Accidents lors des activités sportives															

** ce pourcentage est fonction du nombre de filles (256)